

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 185
Du 19 AVRIL au 3 MAI 73

1^{er}

**UNITÉ
PROLÉTARIENNE**

M

A

I



**A Paris et en Province, dans tous les défilés
de la classe ouvrière et du peuple, groupez-vous
en masse avec les militants de l'Humanité Rouge**

Depuis près d'un siècle, des premiers Mai de lutte... SUIVONS LA TRACE DE NOS AINÉS !

CHICAGO 1886



1^{er} mai 1886 : Aux Etats-Unis, 300 000 grévistes manifestent pour la Journée de 9 heures. A Chicago la police tire : 6 morts et 50 blessés. Cinq dirigeants syndicaux sont pendus pour « incitation à la révolte ».
L'un d'eux (Fisher) déclare :
« Notre exécution aidera au triomphe de notre cause ! ».

— o —
Juillet 89 : Le 1^{er} Congrès de l'Internationale Socialiste décide de faire du 1^{er} mai : « LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ».

Engels (1^{er} mai 1890) : « Le 1^{er} mai est le jour où le Proletariat passe la revue de ses forces, mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau, pour le même but immédiat. »

1^{er} mai 1891 : A Fourmies, cité textile du Nord, la troupe tire sur les manifestants : 12 morts, 80 blessés.



Lénine (1^{er} mai 1904) : « Le voilà qui arrive le jour du 1^{er} mai, lorsque les ouvriers de tous les pays célèbrent leur éveil à la vie consciente, leur union dans la lutte contre toute violence et toute oppression de l'homme par l'homme, dans la lutte pour la libération de millions de travailleurs de la famine, de la misère et de l'humiliation. »

1^{er} mai 1906 : 100 000 grévistes à Paris ; la bourgeoisie s'affole. Clémenceau concentre plus de 50 000 soldats à Paris. De nombreuses arrestations.



Staline : « Dès le siècle passé, les ouvriers de tous les pays ont décidé de célébrer tous les ans ce jour, le jour du 1^{er} mai. Cela s'est passé en 1889 au Congrès de Paris des socialistes de tous les pays ; c'est précisément ce jour-là, le jour du 1^{er} mai quand la nature s'éveille après son sommeil hivernal, quand les montagnes et les forêts se couvrent de verdure, quand les champs et les prés se parent de fleurs, quand le soleil commence à être plus chaud, quand on sent dans l'air la joie du renouveau et quand la nature s'anime et renaît à la joie. C'est précisément ce jour-là qu'ils ont décidé de déclarer au monde entier, ouvertement et à haute voix, que les ouvriers apportent à l'humanité le printemps et la libération des chaînes du capitalisme, que les ouvriers sont appelés à renouveler le monde sur les bases de la liberté et du socialisme. »



1^{er} mai 1937 : Un million de travailleurs manifestent à Paris, tous unis dans la bataille du Front Populaire.



1^{er} mai 1941 : Pétain fait du 1^{er} mai une fête corporatiste « la journée de Saint Joseph, patron des travailleurs » ; les F.T.P. organisent des actions de riposte.

1^{er} mai 1945 : Un million de manifestants à Paris, alors que : à Alger, Constantine, Oran le peuple algérien manifeste héroïquement contre le colonialisme français.

Ho Chi Minh (1^{er} mai 1949) : « Le 1^{er} mai est exclusivement une journée de lutte des travailleurs qui passent en revue leurs forces pour la défense de leurs intérêts de classe. »

1^{er} mai 1968 : Une grande manifestation — où apparaissent les jeunes forces révolutionnaires — préfigure la tempête révolutionnaire de mai-juin 1968.

POUR UN 1^{er} MAI D'UNITÉ PROLÉTARIENNE ET POPULAIRE

Travailleurs, étudiants, lycéens,

LE 1^{er} MAI : Nous serons des centaines de milliers à manifester dans la rue notre force, la force du peuple en marche face à une bourgeoisie exploiteuse en pleine décadence.

En ce 1^{er} Mai qui est la journée historique du prolétariat international, des millions d'hommes et de femmes à travers le monde affirmeront leur volonté d'édifier un monde nouveau totalement débarrassé de l'exploitation, de l'oppression, des guerres impérialistes, et leur confiance dans l'avenir radieux de l'humanité, dans le socialisme.

En France, des millions d'ouvriers français et immigrés, de paysans, de jeunes refusent les conditions de travail et d'existence que leur impose la société capitaliste.

LE 1^{er} MAI 1973 reflétera la montée impétueuse du mouvement révolutionnaire des masses. De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui rejettent leurs illusions : pour arracher les justes revendications que sont :

- A travail égal, salaire égal ;
- 1 200 F de salaire minimal par mois ;
- 40 heures par semaine tout de suite, sans diminution de salaires ;
- La retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes ;
- Non au chômage et aux licenciements ;
- Abrogation de la circulaire scélérate Fontanet.

Il n'y a qu'une seule voie : LA LUTTE, CLASSE CONTRE CLASSE, c'est-à-dire l'action unie des travailleurs jusqu'à la victoire, par la grève, l'occupation des usines, la séquestration des P.D.G., etc. Nombre de luttes victorieuses ont confirmé que les patrons ne cèdent que lorsqu'on les saisit à la gorge. Ils n'acceptent de satisfaire aucune revendication s'ils n'y sont pas contraints par les ouvriers en lutte.

Mais surtout de plus en plus nombreux sont les travailleurs, les jeunes, qui comprennent que l'action pour les revendications économiques et sociales, même couronnée de succès, ne suffit pas. La bourgeoisie monopoliste reprend toujours ce qu'elle a été contrainte de lâcher et cela tant qu'elle détient le pouvoir politique. Que reste-t-il des « acquis » de Grenelle en 1968 ? Rien.

Alors que faire ? Compter sur les élections organisées par la bourgeoisie ? Suivre les mystificateurs qui prétendent que les opprimés peuvent chasser leurs oppresseurs en respectant la légalité, les institutions, la Constitution de la bourgeoisie monopoliste ?

Non, cette voie est bouchée, les violences fascistes de la police, les menaces récentes de Messmer, le caractère ultra-réactionnaire du nouveau gouvernement montrent que les exploités ne sont pas prêts à s'en aller de bon gré.

Il faut les chasser ; le prolétariat, le peuple tout entier a tout à gagner à se débarrasser d'une poignée de parasites.

Pour cela, PROLÉTAIRES, UNISSEZ-VOUS. TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, LYCEENS, UNISSEZ-VOUS. Organisez-vous en comité d'action et d'unité prolétarienne et populaire, organisez des assemblées générales des travailleurs de toute l'usine, des paysans de tout un village, des étudiants de toute une faculté, mettez en avant vos justes revendications économiques, sociales mais aussi politiques, telles la cessation immédiate des brutalités fascistes de la police et le respect et l'extension des libertés fondamentales dans les entreprises.

EN AVANT VERS UN 1^{er} MAI D'UNITÉ PROLÉTARIENNE ET POPULAIRE !

REJOIGNEZ LE CORTEGE DE L'HUMANITE-ROUGE SOUS LA BANNIERE DU MARXISME-LÉNINISME ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG !

PALESTINE VAINCRA !

(Suite de la page 20)

Le 6 avril dernier, les services spéciaux sionistes ont assassiné le responsable palestinien Koubaïssi en plein Paris, et ceci quelques mois après l'assassinat du camarade Mahmoud El Hamchari.

Quelle appréciation portez-vous sur ces crimes restés impunis ?

Quel est l'état des recherches de la commission d'enquête sur l'assassinat de Mahmoud El Hamchari ?

Je suis arrivé en France récemment. En y arrivant, je pensais que tout étranger bénéficiait de la protection des autorités d'accueil ; et pourtant, ici, en France, on assassine impunément les Palestiniens.

Je constate uniquement les faits mais ceci m'amène à parler des problèmes de l'information et de l'influence sioniste dans ce pays. Quand un sioniste est tué par des Palestiniens, on appelle ça un « assassinat » et quand un Palestinien est assassiné par des sionistes, on appelle ça une « exécution ». Quand un sioniste est exécuté, toute la presse se déchaîne alors que des dizaines et des dizaines de Palestiniens, surtout des

réfugiés, femmes et enfants, connaissent les bombardements sionistes et personne ne s'émue de leur situation.

En ce qui concerne les crimes commis par les sionistes contre nos camarades Mahmoud El Hamchari et El Koubaïssi, nous ne nous faisons pas d'illusions quant aux suites données à l'enquête. Les sionistes ont trop de protections. Il appartient aux militants français qui comprennent notre juste lutte d'exiger de leur gouvernement que toute la vérité soit faite sur les agissements des sionistes dans ce pays. Il est regrettable cependant de dire que les organisations progressistes et révolutionnaires ne font pas assez dans ce sens.

Qu'attendez-vous justement des amis français du peuple palestinien ?

Le soutien d'un peuple en lutte doit être fait tout en dépassant les contradictions propres au mouvement révolutionnaire français alors que l'on constate souvent que ce sont ces contradictions là qui prennent le pas sur le soutien ; et que, en définitive, cela paralyse toute action de ces organisations malgré leur volonté de soutenir le peuple palestinien en lutte.

Ce que nous attendons le plus des amis français du peuple palestinien, c'est un travail d'information envers votre peuple. Qu'ils expliquent la lutte du peuple palestinien, qu'ils expliquent la nature de l'Etat d'Israël. Il s'agit donc d'informer, c'est-à-dire lutter contre la propagande sioniste qui dénature les faits. Si ce travail est bien fait, il est énorme. C'est, dans l'étape actuelle, l'aide la plus importante à apporter au peuple palestinien. Il y a d'autres formes de soutien également que seuls les amis du peuple palestinien, suivant leurs possibilités, peuvent envisager.

Nous luttons en définitive tous contre le même ennemi : l'impérialisme et le sionisme. Nous n'avons pas à nous ingérer dans les problèmes du mouvement révolutionnaire français comme, non plus, personnellement, je n'accepte pas qu'une organisation révolutionnaire française, quelle qu'elle soit, me donne des leçons. Simplement je suis convaincu que les victoires que nous pouvons remporter en Palestine contribuent aux luttes que vous menez et que le succès de vos luttes est une contribution au succès de la révolution palestinienne.

Note de l'Humanité-Rouge : Est-il besoin de préciser que les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge sont d'accord à 100 % avec l'appréciation précédente portée par notre camarade palestinien : c'est là d'ailleurs une position de principe.

PARIS XVIII

AUX COTÉS DU PEUPLE VIETNAMIEN

Dimanche 15 avril, les habitants du 18^e arrondissement ont été nombreux à répondre à l'appel du Comité 18^e de soutien aux peuples d'Indochine.

Près d'une centaine de personnes se sont réunies pour célébrer ensemble la victoire du peuple vietnamien et exiger de l'impérialisme américain et de ses fantoches la cessation des violations grossières des Accords de Paris.

Deux brèves interventions présentaient le développement de l'agression américaine au Vietnam et la lutte héroïque de tout un peuple pour les en chasser.

Un débat s'est ouvert ensuite, au cours duquel un camarade représentant de l'Union des Vietnamiens en France a répondu aux multiples questions des participants.

A l'unanimité, une motion a été adoptée, réaffirmant la solidarité

agissante aux peuples vietnamien, lao et khmer dénonçant la reconnaissance toute récente du gouvernement fantoche de Thieu par le gouvernement français, exigeant la reconnaissance des seuls représentants authentiques des peuples d'Indochine : le G.R.P., le G.R.U.N.K. et le Pathet-Lao.

C'est ensuite avec enthousiasme qu'a été accueillie la projection du film vietnamien Une journée à Hanoi.

Organisée avec le soutien du Centre d'information sur la lutte anti-impérialiste (C.I.L.A.), cette chaleureuse réunion a permis de mieux connaître la lutte exemplaire du peuple vietnamien, et de renforcer notre détermination de la soutenir activement, en exigeant, avec tous les peuples du monde, le respect de sa victoire consacrée par les Accords de Paris.



AFFICHEZ H. R.



E-100

Distributeur
de Naïm Frasheri
(Albanie)

LES ROMANS

Esprit lucide	3,60
Les prairies vierges	2,95
Nuits d'hiver	5,40
Automne d'orage	5,40
Récits	6,00

ŒUVRES D'ENVER HOXHA

Discours 67-68	3,80
Discours 69-70	3,80
25 années de luttes et de victoires	1,50
C'est dans l'unité complète parti-peuple-pouvoir que réside notre force	1,50

Edition-diffusion du Centenaire,
B.P. 120, 75962 Paris, Cédex 20

RIPOSTE DE MASSE AUX VIOLENCES FASCISTES !

DISSOLUTION DES MILICES PATRONALES !

Alors que se développent les luttes de la classe ouvrière et du peuple, les violences fascistes de la police, des milices patronales, des bandes fascistes se généralisent.

● A Saint-Etienne, chez Peugeot et Jacquemard, des milices patronales tentent de briser les grèves par la violence. Déjà la milice patronale de Renault avait tenté de briser ainsi la grève des O.S. Ce sont eux qui assassinèrent Pierre Overney ; maintenant, ils s'en prennent à tous les ouvriers en lutte.

● Contre les lycéens et les étudiants, la police a recouru également à la violence. Comme à Strasbourg où elle a voulu tuer, comme durant les manifestations qui ont eu lieu à Paris et en province.

Agissant en collusion avec la police, les nazis d'« Ordre nouveau » ont agressé des lycéens et étudiants en plusieurs endroits de France et en particulier au centre Assas à Paris.

● Contre les travailleurs immigrés agressés quotidiennement par des bandes armées.

● Sur les marchés, des bandes fascistes attaquent des militants. Ainsi au marché Convention à Paris où un jeune militant a été attaqué par un commando d'« Ordre nouveau » et est aujourd'hui encore dans le coma.

Partout, sous toutes les formes, la violence fasciste se déchaîne.

Il s'agit là d'une offensive organisée, c'est un développement de la fasci-

sation. C'est l'Etat qui est l'artisan de ces violences. Police, justice, bandes fascistes agissent de concert.

En fait, ces violences fascistes sont le signe de la peur et de la faiblesse de la bourgeoisie.

Elle a peur des luttes de la classe ouvrière et du peuple, elle ne peut plus continuer à assurer l'exploitation des travailleurs par les vieilles méthodes. Elle ne reculera devant aucun crime pour défendre ses intérêts.

Elle cherche à semer la crainte pour briser les luttes. Elle commet là la plus grosse des erreurs. Car les violences fascistes renforcent la détermination des masses à abattre ce régime ; elles ne font que mobiliser de nouveaux combattants. On l'a bien vu à Saint-Etienne où ce sont 20 000 travailleurs qui ont riposté du tac-au-tac à l'agression fasciste. Les travailleurs de Saint-Etienne ont montré l'exemple. A toute agression fasciste, il faut une riposte immédiate et de masse.

Mais une autre question que se trouve désormais posée est celle de la protection des luttes et de l'utilisation de la violence révolutionnaire face aux agissements fascistes. Les masses en lutte doivent se donner les moyens de riposter aux violences fascistes.

Peut-on laisser impunément les commandos fascistes commettre des agressions ? Non, ce serait les encourager à aller plus loin. Là où ils se manifestent, il faut leur répondre par la violence révolutionnaire en réalisant à la base l'unité des anti-fascistes.

PEUGEOT (Saint-Etienne)

ÉCHEC A LA MILICE FASCISTE

Depuis le 4 avril, l'usine Peugeot de Saint-Etienne était occupée par les grévistes qui réclament en particulier un salaire de 1 500 F minimum (voir « H.R. » n° 184).

Le tribunal de grande instance de Saint-Etienne décida que dans les douze heures les grévistes devaient évacuer l'usine. La direction a engagé des poursuites judiciaires contre sept ouvriers délégués et un non-délégué.

Le 9 avril, deux commandos de vingt-cinq membres chacun sont arrivés à Saint-Etienne à l'appel de la direction.

Enfin, dans la nuit du 11 au 12 avril, aux environs de 3 heures du matin, deux commandos d'une quarantaine de membres chacun ont pénétré dans l'usine. Casqués, vêtus de combinaisons kaki portant pour certaines des gânes, ils étaient armés de barres de fer, de chaînes de vélo et même de revolvers. Sept travailleurs ont été blessés par cette milice fasciste. Dans une Simca 1300 immatriculée 75, on a retrouvé des casques et chaînes de vélo.

Au matin, des débrayages spontanés ont eu lieu dans les usines de Saint-Etienne et de la région. A 9 h 30, de nombreux travailleurs se rassemblaient devant l'usine Peugeot occupée par la milice patronale. Aux environs de 14 heures, les C.R.S.

intervinrent pour protéger la retraite des miliciens, tandis que des milliers de travailleurs manifestaient devant l'usine. Les travailleurs lancèrent des projectiles sur les C.R.S.

A l'usine de la rue Gutenberg, des travailleurs pénétrèrent dans l'usine et lancèrent des morceaux d'acier sur les fascistes qui se replièrent dans les étages supérieurs de l'usine. Avec la protection des C.R.S., ils réussirent à s'échapper de l'usine. Cependant certains d'entre eux ont été sérieusement écharpés par les travailleurs et envoyés à l'hôpital. A 16 h 30, c'est environ 20 000 travailleurs qui manifestaient devant l'usine. A Roanne, Firminy, Rive-de-Gier, Montbrison, des débrayages ont eu lieu dans les usines pour exiger la dissolution des milices patronales.

Devant l'usine Peugeot, les cordons de C.R.S. étaient repoussés par la foule des travailleurs, l'usine a été réoccupée et des piquets de grève mis en place.

La classe ouvrière de Saint-Etienne a ainsi infligé une riposte cinglante aux provocations fascistes de Peugeot et à la police.

Dans les usines Peugeot et dans toutes les entreprises de Saint-Etienne et de sa région, le même mot d'ordre est repris :

DISSOLUTION DES MILICES PATRONALES !

ETABLISSEMENTS LUCHAIRE JACQUEMARD (St-Etienne)

RESPECT DU DROIT DE GRÈVE !

Les Etablissements Luchaire Jacquemard emploient à l'usine de Saint-Etienne quatre cents ouvriers plus une centaine de cadres et employés de bureaux.

Depuis le 28 mars, 80 % des travailleurs sont en grève illimitée pour arracher les revendications suivantes :

— Pas de salaire inférieur à 1 000 francs pour quarante heures pour les M. 1 ;

— Pas de salaire inférieur à 1 400 francs pour quarante-trois heures et demie pour les M. 2 ;

— Pas de salaire inférieur à 1 500 francs pour quarante-trois heures et demie pour les O.S. ;

— Treizième mois.

Beaucoup de travailleurs immigrés travaillent à des salaires de misère et ne sont même pas payés au S.M.I.C.

20 % de non-grévistes, parmi lesquels cadres, maîtrise, bureaux.

Les renards travaillent sous la protection d'une milice patronale composée de personnes étrangères à l'usine. Ces hommes de main sont

recrutés dans les milieux fascistes de Saint-Etienne, certains proviennent des Benne Marrel et ont soutenu la campagne électorale de Neuwirth, député U.R.P.

Malgré les provocations patronales, les travailleurs de Luchaire Jacquemard voient leur unité et leur vigilance se renforcer de jour en jour et feront céder les patrons par la lutte classe contre classe.

Trois chiens policiers et onze hommes sont à l'intérieur et à l'entrée de l'usine nuit et jour en permanence pour empêcher les grévistes de rentrer.

Ne nous laissons pas intimider par les patrons et leurs valets, occupons les usines.

Ne tolérons plus que les patrons fassent la loi, les ouvriers auront raison d'eux tôt ou tard.

Erigeons l'évacuation immédiate de la milice patronale.

Flics, fascistes, hors des usines ! Contre les milices patronales, créons des milices ouvrières !

Les Grévistes de Luchaire Jacquemard.



(Photo A.P.L.)



(Photo A.P.L.)

Les lics tentent de contenir les ouvriers pour protéger les membres de la milice Peugeot qui sortent de l'usine.



(Photo A.P.L.)

A droite de la photo : les ouvriers ont réussi à coincer un nervi de la milice.

LES REVENDICATIONS DES FEMMES TRAVAILLEUSES

CONTRE LES BAS SALAIRES ET CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

COFRAMAILLE, BOUSSAC, LA REDOUTE... La colère monte chez les femmes travailleuses. De plus en plus, elles entrent dans la lutte pour refuser les bas salaires, les cadences épuisantes, les insultes et les brimades, les folles courses contre la montre. Ces conditions d'existence révoltantes enfin, qui font que, chaque jour, vous vous sentez un peu plus démolie, physiquement, nerveusement, intellectuellement.

De mieux en mieux, aussi, elles comprennent que ce n'est pas le travail professionnel qui est la cause de tous leurs maux, mais bien le système capitaliste dans lequel il s'exerce. En témoigne la volonté des grévistes de la COFRAMAILLE de mieux comprendre la nature de leur exploitation, petits croquis au tableau noir à l'appui, elles se sont mutuellement expliqué le mécanisme qui vide leur tête et pompe leurs forces pour remplir les coffres du patronat : l'extorsion de la plus-value.

Exploitées, comme tout prolétaire, les travailleuses sont aussi surexploitées en tant que femmes. De cela non plus, elles ne veulent plus.

Elles en ont plus qu'assez des bas salaires qui sont leur lot spécifique sous le sempiternel prétexte qu'il s'agit d'un salaire « d'appoint ». 43 % des travailleuses gagnaient début 1972, moins de 1 000 F par mois, soit proportionnellement plus du double que les travailleurs (20 %) (1).

En province les salaires féminins de moins de 800 F sont encore légion. Un exemple : chez Hutchinson : 850 F par mois pour 45 h de travail par semaine. Au maximum d'ancienneté — 35 ans de maison ! — une vieille ouvrière touche 1 160 F par mois !

Cet écart entre les salaires masculins et féminins — variable de 27 à 58 % selon les catégories — va en augmentant, malgré les lois rassurantes qu'on nous brandit sous le nez : de 33,6 % en 1966, l'écart moyen est passé à 35 % en 1969, 37 % en 1970 !



La fameuse loi « A travail égal, salaire égal » — dont le décret d'application n'est toujours pas paru — passe

complètement sous silence le problème de la qualification. Car tout repose là-dessus :

« Nous luttons depuis des années pour notre qualification », explique une O.S. « mais la consigne patronale est de refuser la classification P1 aux femmes. Ça vient d'en haut. Quand nous criions trop fort, on nous donne des primes ! »

Cette injustice criante se retrouve à tous les niveaux, dans tous les secteurs :



Ouvrières en lutte assurant le piquet de grève.

— Dans la fonction publique les femmes représentent 40 % du personnel d'ensemble, mais 80 % des moyennes et petites catégories.

— Dans les grands magasins, 95 % du personnel est féminin, 90 % de l'encadrement est masculin.

— Au siège central de Rhône-Poulenc : 436 cadres masculins pour 19 féminins !

Et cela n'est pas prêt de changer ! Qu'on se reporte aux affirmations de Fontanet, alors ministre du travail :

« J'ai personnellement le souci d'entreprendre un effort particulier en faveur des femmes. En 1970 s'ouvriront 60 sections de F.P.A., dont 30 offriront des formations particulièrement séduisantes pour les femmes : tourisme, hôtellerie, électronique ! » Notons au passage que les ouvrières de la C.I.T. n'apprécient sans doute que très modérément la « séduction » de leur tâche !

La réalité est infiniment plus sordide : en 1970, 3 119 femmes et 39 679 hommes sont passés dans les centres gérés par l'Association nationale de formation professionnelle des adultes. Dans les meilleures années, le quart de ses res-

sources consacrées à la formation des femmes n'atteint pas 5 %.

Un seul point sur lequel les femmes travailleuses arrivent en tête : le chômage : si elles forment 34 % de la population active, elles sont 42 % des chômeurs.

Le VI^e plan capitaliste ne fera qu'accélérer la chose. Il prévoit, d'ici à 1985, 170 000 licenciements dans le textile, 135 000 dans l'habillement, 25 000 aux

les augmentations de salaire national, puisque les ouvrières ne peuvent plus faire le rendement. La prime saute. Pour le patron plus de profit ! Pour les ouvrières même salaire global pour encore plus de fatigue !

Enfin, plus que les hommes encore, les femmes ont un intérêt pressant à la réduction des cadences et du temps de travail. C'est une « perfo » qui parle :

« Avant, en groupe de vérification, je venais à 8 heures du matin. Maintenant, à 7 h 30. Je suis obligée de mener la petite chez la nourrice à 6 h 30... Elle pleure : "Maman, encore dodo !" Ça fait mal au cœur !... et le soir, je ne retourne la chercher qu'à 19 h... »

Cette surexploitation est encore accrue, il faut le rappeler, pour nos sœurs travailleuses immigrées : Espagnoles, portugaises, tunisiennes, elles doivent supporter en outre la grossièreté, les humiliations, les injures racistes des petits chefs méprisants et des patrons arrogants.

Est-ce cela vivre ?

De cette vie-là, en tous cas, les femmes ne veulent plus. Elles s'organisent et luttent de plus en plus résolument et de façon exemplaire, même s'il leur faut se bagarrer aussi sous leur propre toit.

« Moi (dit l'une d'elle), mon mari ne voulait pas que je sois déléguée. Je lui ai dit : "Ça sera sur le temps de travail." Et puis je suis restée aux réunions une heure après la sortie... Et maintenant je viens à des journées entières de formation ! la liberté, ça se prend ! »

Leur bataille contre toutes les discriminations est d'une grande importance pour la classe ouvrière toute entière.

C'est dans l'unité qu'elle imposera ses revendications fondamentales :

- « Pas de salaire à moins de 1 200 F ! »
- « A travail égal, salaire égal ! »
- « Les 40 heures tout de suite et sans diminution de salaire ! »

LE MÉPRIS

Les révisionnistes — comme la bourgeoisie au pouvoir — se rappellent périodiquement que les femmes constituent une clientèle électorale à ne pas négliger.

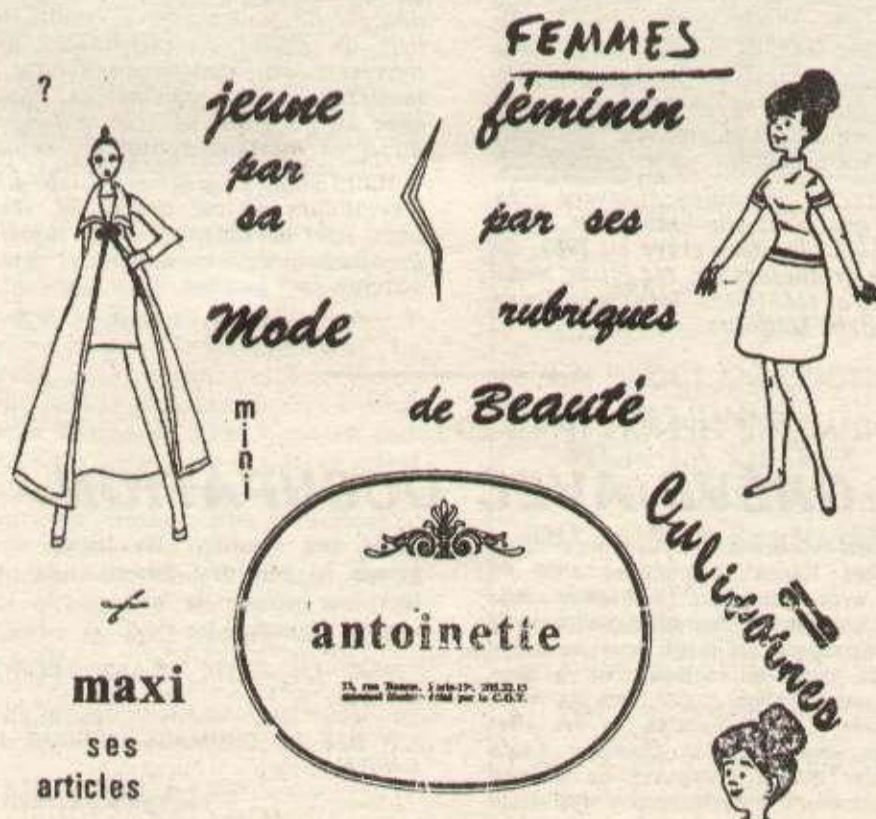
Dans une récente « V.O. » (14-2-73), les premiers manifestent crûment en quelle estime ils tiennent les travailleuses en écrivant :

« Au travail, par le travail, se forment des femmes d'une autre sorte qui ont des revendications... dont la conscience sociale s'aiguise. LES 8 MILLIONS DE FEMMES AURONT UNE

ENVELOPPE A DEPOSER DANS L'URNE AU MOIS DE MARS PROCHAIN. »

Bonnes à voter, un point c'est tout. Pour le reste... le tract de propagande de « Antoinette » — mensuel féminin de la C.G.T. — témoigne de façon éloquentes des préoccupations qu'il nous est enjoint d'adopter : Plaire (être mince, peau satinée, mains douces !); être à la mode ; mijoter des petits plats. Autrement dit : Sois belle et tais-toi !

Ouvrons « Marie-Claire » : Quelle est la différence ?



Un livre qui intéresse toutes les femmes :

LA MOITIÉ DU CIEL

(le mouvement de libération des femmes aujourd'hui en Chine) par Claudie BROUELLE

Préface d'HAN SUYIN

Editeur Denoël-Gonthier

(Publicité non payante)

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

METALLURGIE (Nantes)

Le 5 avril au matin des débrayages ont eu lieu dans toutes les usines de la région nantaise. 3 000 métallos en bleu de travail se sont rassemblés dans un meeting place de la Duchesse-Anne, pour protester contre le chômage grandissant dans la région.

Ils ont ensuite manifesté à travers la ville jusqu'à la préfecture. Les ouvriers des Batignolles étaient venus très nombreux ainsi que ceux des Ateliers et Chantiers de Bretagne en grève depuis plus d'un mois pour protester contre les licenciements.

SIDELOR (Gandrange)

Vingt-sept ouvriers se sont mis en grève le 7 avril arrêtant les coulées. Ils revendiquent principalement la mensualisation et le passage en catégorie P1.

SAVIEM (Caen)

La poursuite de la grève était votée

à mainlevée le 9 avril par la totalité des 800 ouvriers rassemblés devant le bureau de la direction.

L'après-midi 2 500 ouvriers défilaient dans l'usine et se rassemblaient en meeting pour réaffirmer leurs revendications :

- 1/4 d'heure de repos sur chaîne le matin et 1/4 d'heure l'après-midi ;
- réduction du rendement ;
- 1 remplaçant pour 10 sur les chaînes ;
- meilleures conditions de travail ;
- 50 centimes d'augmentation pour tous.

IMPRIMERIE STENDHAL (Paris-20)

Trois cent vingt ouvriers de cette imprimerie nationalisée ont été licenciés du fait de la fermeture de l'usine.

Ils ont décidé l'occupation illimitée des locaux pour imposer leur reclassement.

MICHELIN AFFAMEUR !

Un ouvrier avait attrapé la silicose à force de respirer pendant des années la poussière chez Michelin.

Il avait cessé le travail et touchait une maigre pension d'invalidité de la Sécurité sociale. Alors, pour améliorer l'ordinaire, cet ouvrier cultivait quelques légumes dans son jardin.

Jusqu'au jour où un flic Michelin, en bleu de travail, le prit en photo. Lorsqu'il se présenta à la Sécurité sociale Michelin (parce que Michelin a ses propres bureaux), on montra à l'ouvrier la photo où il cultivait son jardin. On lui signifia que sa pension était supprimée puisqu'il pouvait travailler.

Voilà quel comble d'abjection peuvent atteindre les exploités et leurs gardes-chiourme !

Tant qu'ils y étaient, ils auraient même pu lui supprimer sa pension parce qu'il allait faire ses courses

ou parce qu'il allait chercher son charbon à la cave.

Michelin ne se contente pas de briser la santé des ouvriers par un travail inhumain, il va jusqu'à les priver de toutes ressources après les avoir rendu incapables de gagner leur vie.

Dans cette société pourrie, de tels méfaits sont monnaie courante.

Il faut que ça change, le peuple veut des changements profonds et réels.

Or, dans le cadre des élections bourgeoises, rien ne change.

Seule la révolution prolétarienne, entraînant des millions d'exploités guidés par leur avant-garde marxiste-léniniste,

Seule la révolution prolétarienne pourra briser le capitalisme et son Etat, seule la révolution prolétarienne pourra instaurer le socialisme.

TANNERIES DU PUY (Haute-Loire)

Grève totale à l'atelier "rivière"

Depuis le mercredi 21 mars 1973, soixante-dix tanneurs de l'atelier « rivière » effectuent des débrayages quotidiens et répétés, cela pour faire aboutir leurs revendications :

- Une prime spéciale « rivière » ;
- Une réduction du temps de travail, sans perte de salaire ;
- Les améliorations des conditions de travail.

Depuis quinze jours, l'administration refuse de céder. Mais elle parle « de vagues améliorations des conditions de travail ».

Mais les travailleurs savent très bien que c'est du bidon. En effet, depuis la dernière grève en 1969, de belles promesses ont été faites, mais rien n'a été fait : les travailleurs attendent toujours.

En attendant, ils subissent des conditions de travail inadmissibles. Le travail en « rivière » est un travail de force, constamment dans l'humidité et les odeurs fortes des produits chimiques servant à tanner les peaux.

Pour ne pas être trempés jusqu'aux os, pour se protéger des déchets de toutes sortes (poils, débris de chairs pourrissantes), les ouvriers sont contraints d'avoir : tabliers, bottes, manchettes, gants avec en plus des sacs en plastique qu'ils se mettent autour du corps.

Maintenant, la grève est totale. Les travailleurs de cet atelier-clé, tous unis, sont décidés, plus que jamais, à poursuivre le mouvement pour obtenir satisfaction.

Correspondant H.R.

IMPRIMERIE HENON (Paris-20^e)

GRÈVE AVEC OCCUPATION

Depuis vendredi, les 330 travailleurs de chez Hénon (imprimerie) sont en grève avec occupation. Le drapeau rouge flotte sur l'usine, les grévistes sont là en permanence. Ce matin nous les avons trouvés jouant au football dans la cour. Leur revendication : « A bas les licenciements ! ». L'entreprise va en effet fermer sous peu ; la direction n'a à proposer qu'une manœuvre de division ne permettant le reclassement que d'une

partie des ouvriers ; les autres étant promis au sort des chômeurs. Ils veulent tous obtenir la garantie de leur emploi. Soutenons-les.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE.

A BAS LE CHOMAGE, PRODUIT DU CAPITAL.

Correspondant H.R.

classe contre classe

HOLTZER-OUTILLAGE (St-Etienne)

SEULE la LUTTE CLASSE contre CLASSE PAIE

Après deux semaines de grève illimitée avec occupation d'usine, les ouvriers d'Holtzer-Outillage ont repris le travail. Par leur lutte déterminée et résolue, les travailleurs d'Holtzer-Outillage ont obtenu :

- 50 francs d'augmentation égale pour tous ;
- Gratuité des transports ;
- Prime incorporée dans le salaire ;
- Réintégration d'un délégué licencié.

Ce ne sont pas les revendications exigées, les travailleurs demandaient 100 francs, mais leur détermination a permis de faire reculer les patrons.

Le comité de grève n'a eu qu'une existence éphémère et n'a pas dirigé la grève.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, aidés

par les grévistes, ont popularisé la lutte d'Holtzer-Outillage, ont fait deux collectes : une au restaurant universitaire dans un drapeau rouge, qui a rapporté 78,87 francs, une autre aux marchés aux puces où la plupart des travailleurs français ou immigrés versaient de petites sommes qui ont rapporté 148,96 francs.

La grève des ouvriers d'Holtzer-Outillage a permis que se renforce l'unité prolétarienne des travailleurs, du groupe Deltol et Holtzer, car les ouvriers ex-Deltol et Holtzer ne se connaissaient pas, c'est dans la lutte classe contre classe que s'est forgée leur unité de combat.

Seule l'action résolue et déterminée des travailleurs permet de faire reculer les patrons aujourd'hui pour les abattre demain.

Correspondant H.R.

USINE CHELLET (Guérande)

La lutte de classes fait son chemin

Dans l'Humanité Rouge de cette semaine, vous faites appel pour que l'on vous donne des nouvelles sur les luttes de notre pays. Je réponds à votre appel pour vous informer d'un conflit qui s'est déroulé dans le pays de Guérande la semaine passée.

Oh ! bien sûr, c'est une lutte bien modeste par rapport au magnifique combat des travailleurs de La Ciotat et de Renault mais cette lutte doit être connue des communistes de la France.

Les faits : les cinq ouvriers de l'entreprise Chellet (Guérande), après une semaine de tentatives de discussions, s'étaient heurtés au refus du patron. La semaine suivante (le lundi 2 avril), ils avaient décidé l'action directe. Débrayages ont succédé aux débrayages et vendredi dernier, devant la résolution de « ses » ouvriers, Chellet a dû céder : c'est une victoire pour la première lutte des ouvriers de chez Chellet !

- Ils ont obtenu :
- Le treizième mois ;
 - 10 % d'augmentation ;
 - Quatre heures en moins de travail (sans diminution de salaire).

COTE D'OR

Des accords de salaire en dessous du S.M.I.C.

Des accords de salaires ont récemment (janvier-février) été signés dans le bâtiment et les travaux publics en Saône-et-Loire et en Côte-d'Or. En Saône-et-Loire, C.G.T., F.O. et C.F.D.T. ont signé à 4,61 francs de l'heure pour le manœuvre et les syndicats représentaient une grille de salaire légèrement plus étendue que les patrons.

En Côte-d'Or, la G.G.T. et le syndicat jaune F.O. ont signé un accord sur les salaires encore plus scandaleusement bas. Ils ont, en effet, signé pour les manœuvres à 4,45 francs de l'heure, c'est-à-dire en dessous du minimum légal du S.M.I.C. : un vrai encouragement pour les patrons qui, pour la plupart, n'osent quand même pas le faire. Ainsi, alors que la C.G.T. réclame en paroles 1 000 francs pour les quarante heures, c'est-à-dire 6,10 francs de l'heure, il faut être, d'après cet accord, ouvrier qualifié 3^e échelon pour les atteindre. Les salaires doivent être « augmentés » le 1^{er} juillet et là, autre chose scandaleuse, l'augmentation est de 16 centimes pour le manœuvre et de 43 centimes pour l'ouvrier hautement qualifié, c'est-à-dire + 3,6 %

Le 9 avril, le travail a repris son rythme normal. Le patron a eu chaud mais désormais il va trembler chaque jour car si, il y a un mois, « ses » ouvriers acceptaient de travailler comme des serfs au bon vouloir de Chellet, aujourd'hui ils sont forts d'une expérience : celle de la lutte de classes !

Le conflit de chez Chellet est le deuxième qui marque le pays de Guérande. Déjà, il y a un mois (au début de mars), les trente ouvriers des Ateliers de chaudronnerie et de tôlerie de l'Ouest (A.C.T.O.) avaient cessé le travail pendant trois jours.

A grands pas, les anciens paludiers chassés de leurs exploitations par la coalition Salines du Midi-promoteurs - gouvernement (Guichard), acquièrent les traditions de luttes de leurs camarades des Chantiers de Saint-Nazaire.

Vive les travailleurs du pays de Guérande !

Un Lecteur de l'Humanité Rouge.

pour le manœuvre et + 6,3 % pour l'ouvrier hautement qualifié, donc le réajustement de juillet pourra à peine compenser la hausse des prix pour l'ouvrier hautement qualifié et en sera bien loin pour le manœuvre. A ce moment, on était juste avant les élections et les dirigeants C.G.T. disaient à leur base : « De toute façon, quand on aura gagné les élections, tout s'arrangera tout seul. » Et puis, il fallait aussi, d'autre part, rassurer les petits patrons (des fois qu'ils se mettent à voter « à gauche »).

Seule la C.F.D.T. a refusé de signer disant qu'elle ne signerait pas d'accord à moins de 6,10 francs pour le manœuvre.

Cela montre bien que nous n'avons rien à attendre de la « charité » des patrons qui font tout pour nous payer le moins cher possible et que nous n'avons rien à attendre des négociations sans lutte où ils ne lâchent rien du tout.

Cela montre aussi la nécessité de la lutte contre l'opportunisme dans les syndicats.

Les Communistes marxistes-léninistes du bâtiment - Dijon.

dans les entreprises

RENAULT-BILLANCOURT :

Pour arracher nos revendications suivre l'exemple des O. S. des grosses presses

Pendant trois semaines, les quatre cents grévistes des grosses presses des ateliers 12-50 et 12-61 de l'île Seguin à Billancourt ont mené un combat sans merci contre la direction patronale Renault pour l'application concrète du mot d'ordre : « A travail égal salaire égal ».

Durant toute cette période, des pressions diverses — milices patronales armées, provocations, chantage, compromis de la direction syndicale C.G.T. et de la direction Renault — ont été exercées pour faire reprendre le travail. La direction syndicale C.G.T. après le rejet par la base de son compromis, fit un virage tactique à 180 degrés pour se maintenir à la « tête » du mouvement de grève. Mais cette lutte, c'est la base, travailleurs français et immigrés, qui l'a menée jusqu'au succès. Ce n'est pas par les pleurnicheries des directions syndicales révisionnistes et réformistes, réclamant sans cesse la table ronde des négociations, mais seulement par l'occupation des lieux de travail, par l'action des masses travailleuses que s'arrachent dans un combat classe contre classe les revendications, que s'imposent des négociations correspondantes aux intérêts des masses.

Comme nous l'avons dit dans nos deux précédents numéros de *L'Humanité Rouge*, la base a rejeté dès le début de la grève l'esprit des primes

proposées, qu'elles soient appelées « risques presses », « prime d'attente », etc. La base des grévistes des grosses presses de l'île Seguin a imposé à la direction Renault l'application d'un salaire plus conséquent et réel correspondant à peu de chose près à la catégorie revendiquée de P.1 F.

Devant la détermination des grévistes unis à la base et dans l'action, que la direction syndicale C.G.T. ne pouvait contrôler, la direction Renault a été contrainte de satisfaire pour l'essentiel les revendications des quatre cents grévistes des grosses presses. Le 9 avril 1973, la direction Renault faisait de nouvelles propositions. La « prime » baptisée « d'attente » tout dernièrement se trouvait intégrée dans le salaire horaire, soit 24,80 anciens francs, les O.S. encore en classe 8 passaient en classe 9, soit 20,90 anciens francs. De ce fait nouveau, la revendication « A travail égal, salaire égal » se trouvait satisfaite à 2 centimes près. Le coefficient de l'O.S. presses est porté à 160 au lieu de 153 précédemment et à 2 points du coefficient 162 revendiqué. Bien sûr, le nouveau coefficient 160, jouera sur la prime trimestrielle et non semestrielle comme nous l'avons écrit dans notre précédent numéro, et apportera aussi une sensible amélioration salariale. Cette prime trimestrielle en juillet sera de 300 francs



au lieu de 340 pour un O.S. ayant cinq ans d'ancienneté. Une certaine discrimination existe du fait de l'ancienneté et la direction syndicale C.G.T. a trouvé que « ceci n'était pas négatif » alors que la prime trimestrielle devrait être payée à tous et égale pour tous. Un autre point, alors que la grève des O.S. du Mans, en 1971, avait établi la garantie définitive du salaire à sept ans d'ancienneté, les O.S. des grosses presses viennent d'obtenir que ce palier soit ramené à trois ans, ce qui est aussi une amélioration. La direction Renault a proposé de payer 300 francs pour les journées de grève et une avance de 100 francs remboursable.

Ces propositions furent discutées en assemblée générale et un important débat s'instaura. Certano, responsable C.G.T., imposa un peu un certain choix : « Ou vous jugez le compromis acceptable et vous nous mandatez pour discuter à la reprise des discussions à 16 heures du problème des journées de grève, ou vous refusez. » Il est vrai que la direction syndicale C.G.T. se souvenait de la déclaration de M. Ouin, secrétaire général de la Régie : « Nous espérons que les syndicats sauront faire preuve de fermeté pour présenter les résultats de la négociation sur lesquels nous nous sommes mis d'accord. »

Le compromis est adopté à mains levées moins deux voix.

Le lendemain à 10 heures, nouvelles discussions et vote à mains levées pour la reprise du travail. Certano déclare : « Je pense qu'il existe une majorité pour reprendre le travail, mais pour qu'il n'y ait pas d'équivoque », il propose « un vote à bulletins secrets. » L'esprit de la légalité du vote secret est bien une manie révisionniste alors que quelques instants auparavant il y a eu un vote à mains levées.

Même cette épine ôtée, la direction de la Régie reste avec tout un tas de problèmes épineux, deux cents ouvriers du câblage à Billancourt refusent d'augmenter la cadence de 20 % et s'en tiennent aux normes précédentes ; à l'usine de Flins, grève des O.S. pour obtenir les mêmes avantages que ceux accordés aux O.S. des presses de l'île Seguin ; à la S.A.V.I.E.M. de Blainville près de Caen, ce sont trois mille ouvriers en grève et puis ce sont aussi les sept mille lock-outés de l'île Seguin de Billancourt qui exigent le paiement intégral des journées de lock-out qui incombe totalement à la direction Renault. Pour obtenir le paiement intégral du lock-out et non à peine la moitié, suivons la voie de nos camarades O.S. des presses.

Intensifions notre action, occupations des lieux de travail jusqu'à satisfaction de nos revendications !

Transformons l'A. F. P. A. en école de lutte de classes

Au centre Philippe Auguste de l'A.F.P.A. (Association formation professionnelle pour adultes) sont regroupés 130 stagiaires métallurgistes, électriciens, de tous les âges et nationalités. Depuis deux mois, les stagiaires luttent pour transformer leur situation et détruire les illusions entretenues sur l'avenir qui nous est réservé.

L'A.F.P.A., c'est la formation professionnelle pour les besoins et les intérêts des patrons. Son rôle n'est pas seulement de nous apprendre un métier mais de nous éduquer dans la division et l'esprit individualiste. Les différents moyens pour essayer de nous diviser :

1° La promotion sociale : « Ici, c'est votre dernière chance de vous en sortir, de déchets on fera de vous des professionnels » (sic) ; on nous apprend le mépris des O.S., on prépare la division entre professionnels et O.S. ;

2° En isolant les jeunes ;

3° Division par rapport au salaire en utilisant différentes bases de salaire.

Certains stagiaires ont commencé à élaborer des revendications qui se sont élargies jusqu'à mobiliser 80 % des stagiaires pour en débattre largement ainsi que des moyens de les faire aboutir. Les stagiaires ont débrayé et tenu une A.G. malgré le refus de la direction.

Voici les points sur lesquels l'unité s'est faite à l'A.G. :

1° STATUT DES STAGIAIRES

En fait, nous ne sommes rien, nous n'avons aucun droit, « seulement une chance unique, celle d'apprendre un métier et de dire merci » ! Si nous pouvons élire des délégués, la direction ne leur reconnaît ni représentativité ni pouvoir.

Mais nous nous disons : nous ne

sommes ni des lycéens à l'école, ni des assistés sociaux à la charge de l'Etat. Ouvriers avant de venir au stage, ouvriers après le stage. C'est bien en tant qu'ouvriers que nous faisons le stage. C'est pourquoi nous REVENDIQUONS LES MEMES DROITS QUE LES OUVRIERS QUI SONT A LA PRODUCTION :

DROIT DE S'ORGANISER,
DROIT DE REVENDIQUER,
DROIT DE REUNION ET D'INFORMATION.

CES DROITS, NOUS LES REVENDIQUONS POUR TOUS FRANÇAIS ET IMMIGRES, SANS DISTINCTION. Nous faisons le même travail, nous avons les mêmes patrons, notre force, c'est notre unité. Toute discrimination à l'égard des ouvriers immigrés est un coup porté à la classe ouvrière en général. C'est pourquoi nous exigeons la suppression du quota de 10 % qui limite l'admission des ouvriers immigrés en A.F.P.A., et nous dénonçons la récente circulaire Fontanet qui livre les ouvriers immigrés pieds et poings liés aux patrons et à la police.

2° LE SALAIRE

Notre indemnité actuelle ne correspond ni à une qualification ni à un salaire permettant de vivre décemment. En fait, elle est complètement arbitraire :

— 290 F POUR LES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS alors que la plupart viennent de la production,

— 90 % ou 110 % du S.M.I.C.,

— 90 % de l'ancien salaire : calcul fait sur la base de 40 heures qui élimine les heures supplémentaires et les primes et qui ne reçoit aucun réajustement pendant six mois, à tel point que dans la plupart des cas le stagiaire ne connaît son salaire qu'après avoir signé son contrat : il a

alors perdu son ancienne place, il n'a plus droit au chômage et s'il partait il serait obligé de rembourser le stage.

Mais nous nous disons que le stage est loin d'être un cadeau et que nous avons droit à un salaire correspondant à la qualification que nous apprenons. Premièrement, si on nous donne une formation, ce n'est pas pour nous faire plaisir ; mais c'est bien pour répondre aux besoins des patrons. Deuxièmement, le stage, nous l'avons déjà payé par notre travail et nous le paierons au centuple par le travail plus productif que nous fournirons en sortant.

C'est pourquoi nous exigeons pour tous, sans discrimination (même pour les stagiaires de moins de 18 ans puisqu'ils font le même travail que les autres), UN SALAIRE MINIMUM CORRESPONDANT AU SALAIRE MOYEN D'UN P.1 PRATIQUE DANS LA REGION PARISIENNE (entre 7 F et 7,50 F de l'heure).

Bien entendu, les stagiaires qui touchent une indemnité supérieure la conserveraient.

Enfin, comme tous les salariés, nous avons le droit à la prime de transport dont nous exigeons le paiement immédiat.

3° L'EMPLOI

Quand on s'inscrit à l'A.F.P.A., on nous garantit le placement en fin de stage. En fait, il n'en est rien, et les stagiaires doivent se débrouiller seuls pour trouver du travail. En plus, au lieu de nous informer sur la situation réelle de l'emploi en France (400 000 chômeurs reconnus officiellement), l'A.F.P.A. nous ment en nous faisant miroiter à tous des places de P.1 - P.2 à des salaires mirobolants.

Après le succès de l'A.G., il y a eu différentes tentatives pour trainer et

saboter notre mouvement.

Certains stagiaires ont répandu des idées défaitistes, et qui visent à nous démobiliser — « nous sommes trop faibles, pour nos revendications il faut faire confiance aux syndicats des moniteurs » —. Qu'en est-il ? Les sections C.G.T.-C.F.D.T., dont nous avons sollicité le soutien, ont refusé de participer à l'A.G., et jusqu'à ce jour (mais il n'est pas trop tard) n'ont pas manifesté de façon claire leur soutien à nos revendications. Dans ces conditions, vouloir s'en remettre aux syndicats de l'A.F.P.A. sans poursuivre par nous-mêmes le mouvement, c'est purement et simplement enterrer nos revendications.

La direction : qui ne peut attaquer en face l'A.G. et nos revendications, essaie (assez sournoisement) d'éprouver notre unité et de diviser.

— Tentatives de mise à pied pour retard ;

— Tentatives de faire passer des accidents de machines pour du sabotage, etc.

Voilà où nous en sommes de notre lutte. Bien que nos revendications soient justes et unissent la grande majorité des stagiaires, nous sommes conscients qu'elles ne peuvent aboutir rapidement, pour les raisons suivantes :

— Nous ne restons que six mois au centre ;

— Nous sommes des stagiaires et nous ne faisons pas un travail productif ;

— Pour le moment, nous sommes isolés, en particulier des autres centres F.P.A.

L'A.F.P.A., ECOLE DE DIVISION ET D'INDIVIDUALISME !

ECOLE DE COLLABORATION DE CLASSE ? TRANSFORMONS-LA EN ECOLE DE LUTTE DE CLASSE !



Déclaration du Parti Communiste d'Espagne (Marxiste-Léniniste) Comité de Paris

Nous n'avons pas le choix ! Voilà ce que vous répondez les Espagnols à qui vous demandez pourquoi ils sont en France. Que nous soyons des émigrés économiques ou des émigrés politiques, les causes sont les mêmes : le yankee-franquisme. Sa politique antipopulaire, le chômage, la répression font que nous sommes actuellement plus de sept cent mille en France (trois millions six cent mille dans le monde).

Comment sommes-nous arrivés ici ? Les uns poussés par la misère, le chômage, par les conditions de vie et de travail déplorables, les autres persécutés par la répression n'ont eu d'autre solution que de passer « clandestinement » avec tout ce que cela comporte de souffrances : froid, faim, peur, ils quittent le peu qu'ils aiment et savent qu'ils ne reverront pas leur pays, leurs familles, leurs enfants avant longtemps.

L'arrivée en France se passe souvent mal, dans ce pays qu'ils méconnaissent, les gens sont froids, ne les comprennent pas. Les paperasseries sont nombreuses et compliquées, les flics les interrogent, essayent d'obtenir des renseignements, de les « acheter ». Mais ce n'est pas tout, il faut maintenant trouver du travail, souvent mal payé, et un logement petit, insalubre, en rapport avec notre salaire.

Il faut obtenir carte de séjour et carte de travail. Tous les dossiers à remplir sont en français, donc incompréhensibles. Et pendant quelques mois, les problèmes de langue nous rendent la vie impossible. Difficultés pour acheter à manger, pour

prendre le métro et surtout, bien plus grave, des problèmes entre parents et enfants vont se poser : les enfants vont aller à l'école et ne vont plus parler la même langue.

Mais la combativité des ouvriers doit-elle s'arrêter aux Pyrénées ? Non, la lutte des travailleurs espagnols émigrés doit être encore plus forte. Nous devons continuer de lutter contre le régime franquiste et son maître l'impérialisme américain, contre les manœuvres de restauration d'une monarchie que notre peuple refusa en avril 1931 et contre laquelle il continue de lutter quarante-deux ans après. Nous sommes l'arrière-garde active. Nous devons participer concrètement à la révolution en Espagne, notre lutte est simplement différente de celle que mènent nos camarades à l'intérieur. Nous devons être prêts à prendre les armes le moment venu pour défendre et implanter le drapeau tricolore républicain, trahi par la horde révisionniste de Carrillo qui prétend, maintenant que les masses ne le suivent plus, s'allier avec l'armée (oh !

une certaine partie, l'aile gauche !) et les oligarches comme Areilza y Gil Robies qui fut chargé de la répression anticommuniste après la guerre.

Mais notre lutte ne s'arrête pas là, nous devons penser à tous ceux qui luttent en Espagne, nous devons les aider à dénoncer la presse bourgeoise en France qui refuse de parler de nos luttes, de nos succès, à organiser tous ceux qui sont venus en France croyant pouvoir mettre un peu d'argent de côté ; nous devons préparer la fuite de nos camarades qui comme nous franchiront la frontière par la montagne et comme nous penseront trouver en France un pays accueillant.

Mais en France, allons-nous nous laisser exploiter par le patronat et réprimer par le gouvernement ? Non, là aussi, nous devons lutter, aux côtés de nos camarades français, afin de défendre nos droits, nous devons faire un bloc et lutter classe contre classe et s'il faut descendre dans la rue, il ne sera pas dit : « Les Espagnols n'y étaient pas. »

Actuellement, l'« Oposicion sindical obrera » (membre du F.R.A.P.) mène un combat acharné contre la circulaire Fontanet-Marcellin aux côtés de camarades français et émigrés d'autres nationalités, dénonçant le caractère réactionnaire et raciste de cette loi, afin d'obliger le gouvernement sous la pression des mouvements de masse, à abroger cette circulaire luttant pour l'égalité des droits entre travailleurs français et émigrés, pour l'implantation d'un système qui nous permette d'avoir des permis de séjour et de travail définitifs sans contrainte de qualification, de lieu et de durée, un système où nous ne soyons pas soumis au fichage dans les commissariats ; en bref, pour la suppression de cette circulaire et pour des conditions de travail et de vie dignes.

C'est sur cette base que nous appelons tous les Espagnols à défilier sous le drapeau du F.R.A.P. pour la manifestation unitaire du 1^{er} mai.

Comité de Paris
du P.C.E. (M.-L.)
(Membre du F.R.A.P.)

A Marseille, victoire des travailleurs immigrés, grévistes de la faim

Comme nous l'avions annoncé dans « H. R. » n° 184, à l'appel du comité de solidarité avec les travailleurs immigrés, une manifestation a eu lieu samedi 7 avril dans le centre de Marseille.

Cette action décidée face aux refus de la préfecture, face au mépris des droits et de la vie des grévistes, prit le départ à la porte d'Aix, quartier à forte concentration de travailleurs nord-africains.

Elle remonta jusqu'à la Gare Saint-Charles pour redescendre le boulevard d'Athènes en direction de la Canebière. Tout au long du parcours, de nombreux travailleurs immigrés venaient rejoindre leurs frères de classe dans la lutte commune.

En pénétrant sur la Canebière, apparurent les premières troupes de choc de la police, mais ce n'est qu'après avoir descendu la première partie de cette artère que celles-ci nous barrèrent le passage. Les manifestants resserrèrent leurs rangs et avancèrent len-



tement jusqu'à 4 ou 5 mètres du barrage. Là, un camarade du comité de soutien pris la parole pour expliquer à la foule massée sur les trottoirs la raison et le but de la manifestation : « TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRES, MEME DROIT, MEME COMBAT ». Puis il fit constater qu'en face d'une manifestation ferme et non provocatrice, la seule réponse du préfet était d'avoir envoyé ses troupes casquées et armées jusqu'aux dents. La foule applaudit, apportant aussi son soutien à la manifestation. Le préfet de police fut obligé de faire lever son barrage, non sans mal d'ailleurs, car certains de ses sbires, en bons racistes, ne voulaient pas céder le passage à une manifestation composée de 50 % de travailleurs nord-africains. Et c'est sur les justes mots d'ordre :

LA CARTE DE TRAVAIL A TOUS LES IMMIGRES !
A BAS LE TRAVAIL CLANDESTIN !
A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET !

SOUTIEN TOTAL AUX GREVISTES DE LA FAIM !

que nous abordâmes le vieux port. En passant devant l'immeuble du torchon fasciste : « Le Méridional », montèrent les cris de : « MERIDIONAL, JOURNAL FASCISTE » « HALTE AU RACISME » « TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRES MEME DROIT, MEME COMBAT » et cela, pendant plus d'un quart d'heure car un journaliste de ce quotidien pourri avait été reconnu dans le commando d'ordre nouveau qui attaqua le local des grévistes le mercredi 28 mars à 22 heures. Après avoir traversé le quartier de l'opéra, la manifestation se termina par un meeting devant le local des grévistes.

Il faut noter qu'une collecte rapporta plus de 75 000 anciens francs. Le lundi 9 avril, le comité de soutien alla chercher les récépissés de demande de carte de travail : c'était gagné car sur 31 demandes il fut reçu 31 récépissés et à l'heure actuelle, plus

des 2/3 de nos camarades grévistes ont trouvé un travail.

Conscients et heureux d'avoir gagné grâce à leur unité à la base et dans l'action et grâce à leur détermination, les grévistes ont fait savoir partout à Marseille et dans toute la région à leurs camarades immigrés, leur réussite mais aussi les moyens par lesquels ils l'ont obtenue. Si bien que 4 jours après cette première victoire, 170 dossiers de demande de carte de travail et à ce jour près de 200 ont été déposés par l'intermédiaire de l'U.D. C.F.D.T. qui sert maintenant d'agent de liaison entre le préfet et le comité de soutien.

Les premières prises de conscience que l'on peut déjà constater au niveau des réflexions des grévistes sont : « Seul la lutte paye » « Tous unis, travailleurs français et immigrés, nous sommes beaucoup plus forts ! » et surtout « Restons unis car en régime capitaliste rien n'est jamais définitivement gagné ». Correspondant H. R.

بما عتال العالم، يا شعوب وامم العالم المضطهده، اتحدوا!

العامل التونسي

معنى التعسف الدستوري

Groupe « Perspectives » (EL AMEL TOUNSI - Le travailleur tunisien)

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS TUNISIENS DANS L'ÉMIGRATION ! A BAS LA CIRCULAIRE SCÉLÉRATE FONTANET - MARCELLIN !

Depuis le printemps révolutionnaire de mai 1968 la participation des travailleurs immigrés de toute nationalité au combat de la classe ouvrière française contre l'oppression et l'exploitation capitaliste n'a cessé de s'affirmer et de s'élargir. En effet les événements de mai 1968, par leur ampleur et le haut niveau de conscience politique qui les a caractérisés, ont soulevé l'enthousiasme et l'espoir d'en finir avec le capitalisme de millions de travailleurs français et immigrés durement exploités par la bourgeoisie impérialiste française. Ces événements ont clairement montré aussi aux travailleurs de ce pays l'unique voie de leur affranchissement : la lutte de masse et dans l'unité contre les exploités de tout accabit.

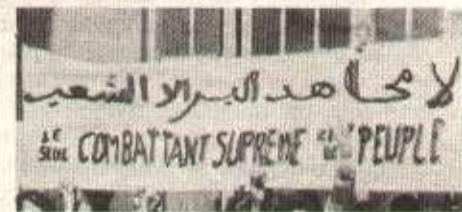


Cette unité dans la lutte des travailleurs français et immigrés s'est particulièrement développée ces deux dernières années (1971-1972). Tout le monde se rappelle des grèves exemplaires de PENAROYA à Lyon et Saint-Denis, de GIROSTEEL, des Câbles de Lyon, etc. Ces grèves dures, bien conduites et pour certaines victorieuses ont été essentiellement le fait de travailleurs immigrés (Espagnols, Algériens, Tunisiens, etc) exploités jusqu'aux os par les patrons français. Elles ont fourni la preuve la plus éclatante que les travailleurs immigrés de ce pays acceptent de moins en moins facilement les conditions de vie catastrophiques (travail clandestin, sans cartes de travail, et de séjour, sans droits sociaux; logement dans de véritables taudis ou dans les bidonvilles, racisme, contrôle policier, etc.) que leur impose la bourgeoisie impérialiste française.

C'est dans ce contexte social caractérisé par l'irruption en force des travailleurs immigrés sur le terrain de la lutte de classe et par un regain de combativité de toute la classe ouvrière française que la bourgeoisie impérialiste a pondu la circulaire Marcellin-Fontanet.

Le but de cette circulaire fasciste et impérialiste est de renforcer l'oppression et l'exploitation des travailleurs immigrés, de briser leurs luttes pour la satisfaction de leurs revendications légitimes et enfin de les empêcher de s'unir au prolétariat français dans sa lutte pour ses revendications immédiates et pour le triomphe de la Révolution socialiste. Pour ce faire, la circulaire fasciste a prévu trois mesures réactionnaires :

1. Le renforcement du contrôle policier sur les travailleurs immigrés. En effet, depuis le 15 septembre 1972, date d'entrée en vigueur du texte scélérat, les cartes de séjour et de travail sont données par la préfecture de police. Conséquence évidente : les travailleurs étrangers combattifs sont fichés dans les commissariats de police qui peuvent expulser ou menacer d'expulser tout étranger qui défend ses droits ;
2. Le renforcement de l'emprise des patrons sur les travailleurs immigrés : En effet, le travailleur étranger ne peut plus changer de métier (même s'il trouve un métier mieux payé) et le patron est tenu de lui procurer un « logement décent », ce qui veut dire que celui-ci aura le droit de parquer « Ses » travailleurs dans un foyer qu'il peut contrôler en dehors des heures de travail ;
3. La division des travailleurs : C'est le sens profond de la circulaire et son but majeur, car ce que craint par-dessus tout la bourgeoisie française c'est l'unité dans la lutte de ceux qu'elle exploite : l'unité des travailleurs immigrés entre eux, mais aussi et surtout, l'unité de tous les travailleurs immigrés et travailleurs français.



La bourgeoisie impérialiste française, par cette circulaire fasciste croyait pouvoir stopper les luttes des travailleurs immigrés ; mais elle n'a fait que soulever une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds ». En effet, depuis l'entrée en vigueur de cette circulaire les travailleurs immigrés, avec le soutien actif du prolétariat et du peuple fran-

نداء إلى كل العمال والطبقة المهاجرين العرب

- بعد أسبوعين سيحتفل العمال في العالم بأول ماي اعيد المشغل العالمي.

- في البلدان المحتررة التي استولت فيها الطبقة الشغيلة على الحكم مثل الصين والبايما سيخوض العمال وتقيمون المظاهرات الجبارة للتعبير مرة أخرى على عزمهم لمساندة كفاح إخوانهم العمال في كافة بلدان العالم ضد الرأسمالية وكذلك لمناصرة كفاح الشعوب المضطهدة ضد الإمبريالية العالمية وعلى رأسها الإمبريالية الأمريكية.

- معاني فرنسا، سيخج العمال الفرنسيين والأجانب للتعبير عن سخطهم على الإستغلال الفاضح الذي يتعرضون له من طرفه الأعرافه وكذلك على الإجراءات التعسفية المسددة على العمال الأجانب مثل منشور فوننتاي. مرافان الفاشستي والإمبريالي. وسيخرج كذلك العمال الفرنسيين والأجانب للتعبير عن مساندتهم المطلقة لكفاح الشعوب المضطهدة ضد الرجعية والصهيونية والإمبريالية العالمية كشعوب فيننمار، لاوس، كمبوديا وفلسبين الأبطال.

- لو كانت العمال والطبقة العرب مدعوون للمشاركة في المظاهرة التي تنظمها المنظمات الثورية الفرنسية والأجانب يوم 1 ماي 1973.

- يسقط منشور فوننتاي - مرافان !
 - عاشت وحدة نضال العمال الفرنسيين والأجانب !
 - عاشت وحدة الطبقة الشغيلة العالمية !
 - عاشت كفاح شعوب العالم !
 - تسقط الصهيونية والإمبريالية والرجعية !!
- باريس في 15 أبريل 1973

çais ont engagé une lutte exemplaire contre l'exploitation et l'oppression capitalistes dont ils sont victimes. Cette lutte, à laquelle ont participé des centaines de travailleurs immigrés tunisiens, a revêtu plusieurs formes : grèves de la faim, manifestations, occupation d'agence locale d'emploi, séquestration de patrons fascistes meeting etc. Cette lutte a gagné toutes les régions de France où des comités de soutien regroupant des militants révolutionnaires démocrates, et anti-impérialistes français; et étrangers se sont constitués et ont mené un sérieux travail d'explication et de dénonciation des conditions de vie catastrophiques des travailleurs immigrés et de soutien aux grévistes de la faim (diffusion de tract d'information communiqués de presse, collecte d'argent, gala de soutien etc).

Mais la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitaliste et pour l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin doit se poursuivre, s'élargir et s'approfondir d'autant plus que, d'une part il existe encore des dizaines de milliers de travailleurs immigrés de toute nationalité — en particulier des Tunisiens — clandestins exploités à mort par le patronat français et que, d'autre part, des tendances politiques erronées — et en particulier la tendance spontanéiste représentée par certains éléments du C.I.D.-V.D.T.I. — essayant de dénaturer le mouvement et de l'engager dans une voie de garage (ne pas attaquer l'impérialisme français et ses valets — dépolitiser au maximum les luttes — se contenter de quémander les cartes de travail et de séjour en s'appuyant sur les sentiments humanistes et les démocrates bourgeois etc.)

Nous pensons que les marxistes-léninistes français et immigrés se doivent dans cette grande lutte que mènent les ouvriers immigrés, de combattre, en faisant corps avec les masses la tendance spontanéiste qui, sous prétexte de se lier aux masses excelle dans la manipulation des travailleurs, propage parmi eux l'apolitisme et la méfiance à l'égard des militants révolutionnaires et qui s'est, surtout, fermement opposée à l'unité d'action contre la circulaire Fontanet avec les marxistes-léninistes authentiques.

Pour nous marxistes-léninistes tunisiens qui lions et subordonnons notre combat dans l'émigration à l'objectif principal de la classe ouvrière dans notre pays et de notre peuple luttant pour la Révolution en Tunisie la lutte contre

la tendance spontanéiste est vitale étant donnée la phase actuelle qu traverse le mouvement révolutionnaire tunisien : à savoir la phase de lutte pour la construction, en liaison avec les luttes de la classe ouvrière et du peuple du Parti communiste marxiste-léniniste de Tunisie. Nous sommes d'autant plus décidés à le faire que les réactionnaires tunisiens valets des impérialistes français ont, en condamnant ouvertement, le 15 mars 1973, les grévistes de la faim victimes de la circulaire Fontanet, donné la véritable dimension de la lutte engagée en France par les travailleurs tunisiens, à savoir la lutte résolue contre la collusion des impérialistes français et de leurs laquais bourgeois qui exploitent les ouvriers et le peuple tunisien en France et en Tunisie.



C'est d'ailleurs le sens de la lutte des 91 grévistes de la faim tunisiens de Lyon, soutenus par nos camarades de cette ville tel qu'il se dégage de la lettre qu'ils ont adressée au consul de Tunisie à Lyon en réponse à la position scandaleuse du Gouvernement tunisien du 15 mars 1973. Cette lettre se termine ainsi :

« C'est donc bien l'attitude du Gouvernement tunisien qui par l'intermédiaire de son consulat appelle inconditionnellement les règlements iniques des circulaires Marcellin-Fontanet et même leur aggrave, qui nous contraint à entreprendre notre grève de la faim.

Nous savons désormais que nous n'avons rien à attendre du Gouvernement tunisien ni de son consul. Nous connaissons notre voie : c'est la lutte en France et en Tunisie pour nous libérer et libérer notre peuple victime de l'exploitation et de l'impérialisme français appuyé par la bourgeoisie tunisienne représentée par le soi disant « Combattant Suprême » et ses complices.

- Un seul combattant suprême : le peuple !
- Vive la lutte de la classe ouvrière
- Travailleurs français, immigrés même patron, même combat !

Groupe « Perspectives ».

APPEL A LA MANIFESTATION DU 1^{er} MAI

Le Groupe « Perspectives » appelle tous les travailleurs et étudiants tunisiens à faire du 1^{er} mai 1973 une grande journée :

- de lutte contre la circulaire fasciste et impérialiste Fontanet ;
- de soutien au prolétariat français en lutte pour ses revendications immédiates et lointaines ;
- de solidarité internationaliste avec les peuples en lutte contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction et en particulier les peuples indochinois et palestinien.

Notre groupe les appelle tous à renforcer le cortège des organisations révolutionnaires et à soutenir la totalité de leurs mots d'ordre.

- Vive le 1^{er} Mai !
- Vive l'unité de la classe ouvrière internationale !
- Vive la lutte des peuples opprimés !
- A bas l'impérialisme !

Groupe « Perspectives »

IL Y A 10 ANS "LES 25 POINTS"

ou la ligne de démarcation entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne

Voici bientôt dix ans se produisait au sein du mouvement communiste international la rupture définitive entre marxistes-léninistes et révisionnistes modernes.

Cet événement qui a bouleversé la situation mondiale, notamment parce qu'il sanctionnait la victoire momentanée de la contre-révolution à la tête du pays de Lénine et de Staline et préparait la transformation de l'URSS en un pays social-impérialiste, appartient maintenant à l'histoire.

Dans notre pays, nombre de gens ignorent encore les causes et les conséquences de cette division en deux du mouvement communiste international. Ne voit-on pas aujourd'hui les dirigeants révisionnistes du P.-C.-F., qui portent l'écrasante responsabilité du black-out dans lequel furent plongés les communistes de base, spéculer sur cette ignorance pour tenter de tromper une nouvelle fois leurs militants et sympathisants et les larges masses prolétaires et populaires ? Ne voit-on pas Georges Marchais « oublier » les calomnies les plus grossières lancées à l'initiative de son protecteur Maurice Thorez contre le Parti communiste chinois et gratifier généreusement les communistes chinois du terme de « camarades » ? Ne voit-on pas, par contre, persister encore dans les organes centraux du parti révisionniste français l'amalgame des « maofistes » français, c'est-à-dire des marxistes-léninistes de France avec les sectes trotskystes !

Cette duplicité des dirigeants révisionnistes montre à quel point leur cause est désespérée : c'est parce que leur ligne politique et idéologique n'est nullement prolétarienne mais bourgeoise qu'ils continuent de cacher la vérité à ceux qui les écoutent, c'est parce qu'ils sont condamnés qu'ils mentent, c'est parce que, comme tous les réactionnaires, ils espèrent se maintenir qu'ils tentent en vain d'arrêter la roue de l'histoire en maquillant les faits.

Ceci, les marxistes-léninistes l'affirmeront avec confiance dès 1963. Depuis lors, dans notre pays, bien des choses ont changé qui justifient leur optimisme révolutionnaire. Hier encore, il y a dix ans, les dirigeants du P.C.U.S., le plus respecté et écouté des partis communistes, et en France Maurice Thorez pouvaient bien souvent d'une phrase, par le seul crédit dont ils jouissaient dans les rangs communistes, prononcer une véritable « excommunication » à l'encontre des communistes chinois et albanais et de tous ceux qui avec eux, dans le monde, demeuraient fidèles aux enseignements révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine et Staline. Aujourd'hui, la désagrégation du camp révisionniste par suite de l'accentuation du caractère social-impérialiste de l'U.R.S.S., les échecs répétés de la ligne révisionniste tant en France que dans le monde et, d'autre part, les succès remportés par le camp de la révolution, l'éclat et le prestige de la République populaire de Chine et de l'Albanie socialiste, la confirmation de la juste ligne marxiste-léniniste par la politique révolutionnaire amènent beaucoup d'adhérents ou sympathisants du P.-C.-F. à douter, à s'interroger, à rechercher pour comprendre.

C'est à eux plus particulièrement que nous adressons ces quelques rappels historiques afin de les inciter à aller plus loin dans l'étude et la connaissance de près de dix-sept

années d'histoire du marxisme-léninisme.

Les contradictions politiques entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne furent avant tout des divergences de principes. Lorsqu'en 1956, lors du 20^e Congrès du P.C. d'Union soviétique, Khrouchtchev lança un violent réquisitoire contre la mémoire de Staline deux ans à peine après sa mort, nombre de communistes furent stupéfaits : avec une hargne inattendue, le dirigeant du P.C.U.S. traitait un trait sur vingt-neuf années d'édification socialiste dans le premier Etat prolétarien du monde. Staline, l'homme le plus cher aux prolétaires du monde entier, était maintenant injurié, traîné dans la boue et toute son œuvre condamnée. Déformant totalement la nature et l'importance des erreurs de Staline, Khrouchtchev le présente en fin de compte comme un « ennemi » de l'Union soviétique et du communisme.

Ebahis par l'ampleur de telles attaques directement lancées par les dirigeants du plus respecté et écouté des partis, par des dirigeants qui avaient côtoyé de très près Staline, nombre de communistes furent désorientés. Peu de partis communistes réagirent alors. Le Parti communiste chinois, le Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis n'acceptèrent nullement l'appréciation khrouchtchévienne de l'œuvre de Staline. Ils soulignèrent l'essentiel dans l'œuvre de Staline, c'est-à-dire les prodigieux succès remportés au cours de vingt-neuf années d'édification socialiste et de lutte contre l'impérialisme et le fascisme : « Ce sont là des faits incontestables et connus depuis longtemps. Pourquoi les rappeler à nouveau à présent ? Parce que les ennemis du communisme, aujourd'hui comme autrefois, les nient entièrement, et qu'à l'heure actuelle certains communistes, lorsqu'ils analysent l'expérience de l'Union soviétique, concentrent leur attention sur un aspect secondaire de la question et perdent de vue l'essentiel », écrivait le Parti communiste chinois dès décembre 1956 dans un article intitulé : « Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat », car dès cette époque les communistes chinois avaient saisi qu'en fin de compte c'était la dictature du prolétariat elle-même qui était remise en question à travers la critique unilatérale de Staline. De fait, la question de l'attitude par rapport à Staline devint rapidement la pierre de touche de la fidélité au marxisme-léninisme. L'attaque lancée contre Staline en utilisant de façon déformée des aspects négatifs de son œuvre visait à affaiblir la résistance du mouvement communiste international, pour faciliter la remise en cause révisionniste des principes marxistes-léninistes défendus par Staline.

DEUX LIGNES

En particulier, les révisionnistes khrouchtchéviens renièrent avec de plus en plus d'entêtement le principe de la lutte contre l'impérialisme en dépit des conférences de Moscou de 1957 et 1960. Les thèses avancées par les révisionnistes khrouchtchéviens se fondaient sur le rapport des forces favorable au camp socialiste dans le

monde : selon ces thèses, l'impérialisme pouvait perdre sa nature agressive et la guerre était désormais impossible : telle est l'essence de la politique khrouchtchévienne de « coexistence pacifique », politique totalement opposée à la coexistence pacifique léniniste. Le Parti communiste chinois, le Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis ont toujours défendu le principe de la coexistence pacifique léniniste, principe qui se fonde sur une appréciation juste de la nature de l'impérialisme. A ce sujet, Enver Hoxha déclarait en 1961 : « Considérons le problème de la guerre et de la paix. Est-ce que le changement du rapport des forces en faveur du socialisme signifie qu'un changement de poings liés, qu'il n'est plus en mesure de faire quoi que ce soit, qu'il ne peut pas déclencher des guerres et se lancer dans différentes actions agressives ? Une telle conclusion est non seulement erronée mais aussi très nuisible », et le Premier secrétaire du P.T.A. ajoutait : « En partant de la situation réelle du rapport des forces actuel dans le monde, notre Parti a souligné et souligné toujours que, dans la question de la guerre et de la paix, il faut considérer les deux éventualités, aussi bien pour celle où l'on conjure la guerre que pour celle où elle est déclenchée par les impérialistes.

Notre profonde conviction que, dans la période actuelle, la guerre mondiale et les autres guerres agressives que déclenche l'impérialisme peuvent être évitées n'est nullement fondée sur les « bonnes intentions » des leaders de l'impérialisme, mais sur la force économique, politique et militaire immense du puissant camp socialiste, sur l'unité et la lutte de la classe ouvrière internationale, sur la lutte résolue des peuples du monde entier contre les impérialistes fauteurs de guerre, sur l'unité et la cohésion de toutes les forces pacifiques ».

Mais les révisionnistes modernes sont allés plus loin dans la négation du principe de la lutte des classes ; non seulement ils ont affirmé que les pays socialistes et les pays capitalistes peuvent établir la paix ensemble, mais encore ils ont inventé le principe de la « compétition pacifique », principe selon lequel dans les pays capitalistes et sous domination impérialiste la « révolution » devient possible sans coup férir par le simple succès et sous l'effet du prestige dont jouit le socialisme. Autrement dit, l'expérience des pays socialistes suffit à gagner idéologiquement les masses populaires des pays sous domination capitaliste et désarme la résistance capitaliste. C'était et ce n'est rien d'autre que la trahison des intérêts du prolétariat et des peuples opprimés, une tentative pour désarmer idéologiquement la révolution.

Dictature du prolétariat et non « Etat du peuple tout entier », coexistence pacifique léniniste et non « coexistence pacifique » khrouchtchévienne, lutte de classe internationale et non « compétition pacifique », révolution et non « passage pacifique », tels furent les principes que défendirent pied à pied les communistes chinois et albanais ainsi que d'autres communistes de par le monde.



DEUX IDÉOLOGIES

Les divergences politiques cependant eurent été insuffisantes à provoquer une scission du mouvement communiste international. La division en deux du Mouvement communiste international a correspondu fondamentalement en effet à l'opposition irréductible entre deux idéologies contradictoires, l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise. Cette différence de nature entre l'idéologie des révisionnistes modernes et celle des marxistes-léninistes se manifesta dans les méthodes employées pour résoudre les divergences. Tandis que les révisionnistes khrouchtchéviens ont toujours procédé en cherchant à imposer arbitrairement leurs conceptions aux autres partis, les communistes chinois, albanais, quant à eux, ont toujours cherché à convaincre de la vérité universelle des principes marxistes-léninistes. Les révisionnistes khrouchtchéviens se sont toujours considérés comme les représentants d'un parti père à l'égard de partis « enfants » ; quand ils ont été incapables d'imposer leurs thèses à certains partis ils ont eu recours à la menace et à la répression. C'est ainsi que Khrouchtchev, lorsqu'il eut échoué dans ses manœuvres pour ranger l'ensemble des partis communistes sur sa ligne révisionniste, entreprit de violentes attaques à l'encontre des peuples albanais et chinois. Après avoir employé des pressions militaires à l'égard de la République populaire de Chine en rompant unilatéralement les accords de coopération militaire sur l'arme

atomique en 1959, les révisionnistes de Moscou, qui n'avaient pas réussi à faire plier le P.C.C., déclenchèrent en 1960 une vaste offensive afin d'« exclure » les communistes chinois du Mouvement communiste international. Dans cette opération, les dirigeants du P.C.U.S. utilisèrent les pratiques les plus indignes de révolutionnaires prolétaires et les plus viles.

Profitant du grand attachement des communistes pour l'Union soviétique et le P.C.U.S., ils tentèrent, lors d'une rencontre « improvisée » organisée par eux à Bucarest après la tenue du Congrès du Parti communiste roumain, de faire adopter par les autres partis leurs points de vue à l'égard du Parti communiste chinois : ils échouèrent en partie du fait de l'attitude inflexible du Parti du Travail d'Albanie. Enver Hoxha déclarait quelques mois plus tard devant 81 partis réunis en Conférence à Moscou :

« ... cette attitude de notre Parti ne plut guère aux camarades de la direction du P.C.U.S. ; et nous eûmes tôt fait de nous en apercevoir. Au lendemain même de la Rencontre de Bucarest, une attaque soudaine, en opposition avec les principes, et qui prit la forme d'une ingérence brutale et de pressions multilatérales, fut lancée contre notre Parti et son Comité central. L'assaut fut donné par Khrouchtchev, à Bucarest, puis repris par le camarade Kozlov à Moscou. Les camarades du Bureau politique de passage dans la capitale soviétique furent entrepris afin de se dresser contre la direction de notre Parti, sous prétexte que « la direction du Parti du Travail d'Albanie avait trahi l'amitié qui unissait l'Albanie et l'Union soviétique », que « la ligne que suivait la direction du P.T.A. était

essentiellement « tortueuse », que « l'Albanie devait décider si elle se rallierait aux 200 millions (c'est-à-dire à l'U.R.S.S.) ou aux 650 millions (c'est-à-dire à la Chine populaire) » et enfin que « l'Albanie, isolée, était en péril, qu'il fallait d'une seule bombe atomique jetée par les Américains pour l'anéantir complètement, elle et toute sa population », et il leur fut lancé d'autres menaces de ce genre. Il est tout-à-fait évident que l'objectif poursuivi était de provoquer une scission dans la direction de notre Parti, d'anéantir les éléments qui, selon leur jugement, faisaient obstacle à leur entreprise tortueuse et déloyale ».

Voilà un exemple parmi d'innombrables autres des conceptions des dirigeants du P.C.U.S. sur les rapports entre camarades, sur les rapports entre partis frères. Par contre, tant les dirigeants chinois qu'albanais firent toujours preuve d'une attitude fraternelle à l'égard du P.C.U.S. et des partis qui adoptaient ses positions.

Dès 1956, un article paru le 29 décembre dans le *Quotidien du peuple* appelait à distinguer : « Les contradictions entre nous et nos ennemis (entre le camp impérialiste et le camp socialiste ; entre les impérialistes, d'une part, et tous les peuples du monde, toutes les nations opprimées de l'autre ; entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays impérialistes, etc.) » qui sont des contradictions irréductibles et « les contradictions au sein du peuple (entre une partie du peuple et l'autre ; entre tel et tel groupe de camarades au sein d'un même parti communiste ; entre le gouvernement et le peuple dans les pays socialistes ; entre les pays socialistes ; entre partis communistes, etc.) qui ne sont pas des contradictions fondamentales. Elles ne sont pas antagoniques et, par conséquent, ne relèvent pas de conflits violents. Mais si l'on ne veille pas à les résoudre par les moyens appropriés, par la discussion, la critique et l'autocritique, avec la volonté d'aboutir à une union plus solide, ces contradictions peuvent devenir antagoniques et entraîner des crises graves au sein du peuple ».

C'était là un apport créateur du P.C.C. inspiré, sans nul doute, par Mao Tsé-toung lui-même, qui devait le reprendre et le développer dans une œuvre fondamentale, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957).

Il va sans dire, car les faits l'ont montré, que pour les dirigeants révisionnistes les contradictions qu'ils avaient avec les partis fidèles aux principes marxistes-léninistes n'étaient pas « au sein du peuple » mais qu'il s'agissait dès 1957, pour eux, de contradictions avec des ennemis.

LA LETTRE EN 25 POINTS

A la fin de l'année 1962, les dirigeants du P.C.U.S. se trouvaient dans une mauvaise situation : leur thèse sur la coexistence pacifique avec Kennedy avait du mal à supporter la décision américaine de porter à 15 000 le nombre de « conseillers » américains au Vietnam, leur politique aventuriste puis défaitiste lors de l'affaire des fusées à Cuba venait de les discréditer aux yeux des communistes du monde entier, la situation de l'économie soviétique continuait

d'être mauvaise malgré les promesses du 22^e Congrès, enfin leurs manœuvres d'isolement du P.C.C. avaient échoué, tandis que les marxistes-léninistes remportaient des succès éclatants et faisaient preuve d'une haute conscience révolutionnaire : ainsi l'Armée populaire chinoise venait-elle d'infliger une défaite cuisante aux expansionnistes indiens.

C'est dans cette situation que les dirigeants révisionnistes soviétiques employèrent une nouvelle tactique ; découvrant une soudaine « sagesse », ils proposèrent au P.C.C. la cessation de la polémique alors qu'eux-mêmes avaient pris l'initiative à plusieurs reprises de la rendre publique.

Leur manœuvre destinée à esquiver la question de fond, c'est-à-dire les divergences sur les principes, pour porter la polémique sur le plan de la tactique, échoua.

Le 14 juin 1963, le Parti communiste chinois envoya une lettre au Comité central du P.C.U.S. intitulée : « Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international ». Cette lettre, plus connue sous le nom de lettre en 25 points, allait devenir la plate-forme de ralliement des communistes fidèles au marxisme-léninisme dans le monde entier. Ce document analysait sous une forme extrêmement claire et concise la situation internationale et réaffirmait les principes fondamentaux qui devaient guider les communistes dans leurs tâches en critiquant les thèses révisionnistes.

Malgré les efforts acharnés des dirigeants révisionnistes pour étouffer cette lettre, le document se répandit rapidement à travers le monde. Régis Bergeron, alors rédacteur en chef adjoint de *France-Nouvelle*, mena une lutte rude pour que le document soit publié. Il était difficile aux dirigeants français, si empressés qu'ils aient été à servir les desseins des dirigeants soviétiques, de ne pas faire état d'un tel document : la lettre fut donc publiée précédée d'une déclaration du Bureau politique du P.C.F. Dans cette déclaration, les dirigeants révisionnistes français prenaient vio-

lemment à partie les dirigeants chinois, les accusant de « trotskysme », de « nationalisme », de « chauvinisme » et de « racisme » et Thorez ajouta devant le Comité central du P.C.F. :

« Il est des camarades qui se demandent pourquoi et comment tout cela est arrivé... Ce sont des questions sérieuses, auxquelles on peut essayer de répondre. On peut constater la composition particulière du P.C.C., sa base surtout paysanne et ses cadres purement intellectuels. Longtemps les communistes chinois se sont trouvés loin des villes et des centres industriels. Ils ont une expérience relativement faible de la lutte prolétarienne proprement dite ».

Incapable de battre la juste ligne du P.C.C., Maurice Thorez, utilisant des méthodes indignes d'un communiste, regarda de haut un grand et glorieux Parti qui avait eu le mérite, lui, d'accomplir une partie essentielle de sa grande mission historique, la révolution de libération nationale et l'édification d'une société socialiste.

Bien que la grande masse des militants de base ne fût pas informée de la teneur exacte des documents chinois, un certain nombre de militants communistes, déjà en désaccord avec leur parti sur la question de Staline et la trahison du mouvement de libération nationale du peuple algérien, commencèrent à mener la lutte au sein du P.C.F. en défendant les justes principes de la lettre en 25 points ». Ils furent rapidement exclus de façon bureaucratique, mais ne cessèrent pas pour autant le combat. Ainsi s'amorçait le processus historique qui allait aboutir à la reconstitution en France d'un authentique parti communiste, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, héritier de la ligne prolétarienne et des traditions révolutionnaires toujours en lutte au sein du P.C.F. contre la ligne petite-bourgeoise et opportuniste. La tâche essentielle du jeune Parti allait être désormais d'« arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne ».

Henri JOUR.

LES CAHIERS DE LA CHINE NOUVELLE

Abonnement quotidien :			
	1 an	6 mois	
France	130 F	70 F	
Europe	145 F	75 F	
Etranger - par avion	160 F	85 F	
Abonnement hebdomadaire :			
	1 an	6 mois	
France	45 F	25 F	
Europe	60 F	35 F	
Etranger - par avion	80 F	45 F	

Abonnement quotidien. — Parution tous les jours de la semaine, excepté les samedi et dimanche, de toutes les dépêches transmises par l'Agence Hsinhua de Pékin et quelques numéros spéciaux édités à l'occasion d'événements importants survenus dans le monde.

Abonnement hebdomadaire. — Parution tous les vendredis. Sélection des dépêches parues dans la semaine et suppléments identiques à ceux du « quotidien ».

Virement ou mandat postal au C.C.P.
des « Cahiers de la Chine nouvelle »
925 22 - Paris — B.P. 198 Paris R.P.

Apprendre auprès des ouvriers de tous les pays...

IL Y A CINQUANTE ANS LES CHEMINOTS CHINOIS EN LUTTE

Bâtiments multiples dispersés dans une vaste étendue plantée d'arbres : c'est notre première vision de « l'Usine de locomotives et de matériel roulant du 7 février », située près de Pékin. Puis c'est l'accueil chaleureux des camarades, la tasse de thé brûlant mais nous ne nous doutons pas que les allées ombragées de l'usine conduisent à de magnifiques découvertes dans le présent exemplaire, l'avenir prometteur mais aussi dans un passé riche d'enseignements.

Un présent exemplaire, un passé prometteur : c'est vrai. Et nous pourrions raconter en détail les réalisations remarquables des ouvriers qui viennent de mettre au point une Diesel de 3 000 chevaux-vapeur pour un train de voyageurs et de 6 000 pour un train de marchandises ; nous pourrions dire les innovations techniques inconnues de « l'Occident » dues à l'ingéniosité patiente et attentive des ouvriers du rang. Nous pourrions décrire les ateliers sans poussière où les bruits sont étouffés au maximum, les ouvrières travaillant assises devant leurs machines. Nous pourrions aussi nous attarder sur l'initiative de ces quelques ménagères qui ont monté de toutes pièces une usine de revalorisation des déchets — sous les yeux sceptiques de la collectivité — et qui ont pleinement réussi ! Nous pourrions enfin citer les crèches gratuites, les écoles, l'hôpital, le club de « loisirs », le comité des travailleurs retraités et tracer un tableau de la vie collective de quelque trente mille personnes liées à l'usine, tableau idyllique pour nous, tellement isolés dans nos cubes de béton et notre métro bondé...

Mais c'est le passé de l'usine qui nous a retenus. Créée en 1901 par des impérialistes français et belges, l'usine a été le théâtre des grandes luttes de classes des années 1922-1923, liée qu'elle était au mouvement des cheminots chinois par la nature de sa production — réparation du matériel ferroviaire.

Deux ouvriers retraités, qui ont participé à ces combats et notamment à la lutte du 7 février 1923, nous ont accueillis. L'un a soixante-quatorze ans, il était membre du groupe de propagande, l'autre, âgé de soixante et onze ans, était membre du piquet de grève.

Le premier a pris la parole, et pour nous préparer à comprendre le bond en avant accompli en cinquante ans il nous a précisé :

« Bientôt, ce sera le cinquantième anniversaire de la lutte du 7 février. Il y a eu des grands changements en cinquante ans dans le monde et en Chine. Nous qui étions victimes de l'oppression et de l'humiliation, sommes aujourd'hui maîtres de notre destin. Si le peuple veut changer de régime, il doit faire la révolution. »

Son long récit s'est déroulé et il nous a semblé que l'expérience de la classe ouvrière chinoise et celle de notre classe ouvrière se faisaient écho, tandis qu'il répétait, comme nous, ces vérités toujours vivantes :

— L'unité acquise dans l'action,
— La confiance gagnée par l'organisation et la victoire,
— L'outil irremplaçable : le Parti.



Un vétérinaire raconte à des jeunes les luttes révolutionnaires du passé.

« Il n'y avait pas de vie plus pénible que celle des ouvriers chinois »

Ce sont les premières paroles du vieux militant ouvrier... Imaginons un instant les prolétaires de Chine, il y a cinquante ans, mal vêtus, la faim au ventre, esclaves modernes des patrons étrangers. Et pourquoi cela ?

Car la Chine est alors asservie par les impérialistes français, anglais, japonais ; ils ouvrent des banques, exploitent les mines, pillent les matières premières et s'enrichissent sur le dos des ouvriers chinois. Un souvenir très précis :

« Le directeur de l'usine était un Français, il s'appelait Romain. Il portait le chapeau haut de forme et des lorgnons et ne quittait jamais sa canne ! »

Et, avec un sourire :

« Quand il pénétrait dans un atelier, nous arrêtons le travail ; quand il le quittait, nous reprenions. Bientôt il n'a plus mis les pieds dans les ateliers. »

Il y a un autre fléau pour la Chine de 1922-1923 : ce sont les « seigneurs de guerre ». Il n'y a plus d'unité du pays. Chaque « seigneur de guerre » s'attribue un territoire, soutenu par un impérialisme qui lui fournit armes et munitions ; et ce sont des guerres continuelles. Les ouvriers en font les frais. Les communications sont coupées ; et les patrons en tirent prétexte pour ne pas payer les ouvriers !

« Je gagnai 7,5 yuans par mois. Comment manger à sa faim avec ça ? Et le salaire n'était pas régulier. Surtout nous n'avions aucun statut juridique, ni politique. Même pas le droit

de parler à l'usine ! On buvait un verre d'eau ou bien on fumait une cigarette... et c'était l'amende infligée par le contremaître. Je gagnai 25 fens par jour ; pour une cigarette, l'amende allait de 20 à 40 fens ! Une fois retenues les amendes, il ne restait pas lourd ! Et si on ne les payait pas, c'étaient des brimades à n'en plus finir... »

Les contremaîtres nous exploitaient, et c'était officiel ! Il fallait faire des cadeaux aux chefs pour les fêtes traditionnelles et à l'occasion des événements familiaux. Les célibataires étaient obligés de manger à la cantine et de dormir dans des dortoirs infestés de puces et de moustiques, tenus... par les contremaîtres qui imposaient leurs prix ! »

de leur ancêtres n'est pas dans un lieu sûr ou qu'ils ont un visage disgracieux ! Avec nos études, nous avons compris que notre vie misérable était due au système social. Nous pouvons nous unir et renverser le système social.

Toutes les choses sont créées par les ouvriers. Mais nous ne mangeons pas à notre faim. C'est aussi en raison du système social. A cette époque, la Grande Révolution d'Octobre a exercé une grande influence sur la révolution chinoise. Sous la direction de Lénine, les ouvriers soviétiques sont devenus les maîtres. Pourquoi pas nous ? »

L'école du soir a été créée en 1920. Après la fondation du Parti communiste chinois en 1921, c'est lui qui a dirigé le mouvement. Des ouvriers ont adhéré au Parti ; ils n'étaient pas nombreux mais ils ont joué un rôle très important. C'est l'organisation

clandestine du Parti qui a permis l'essor du mouvement.

Puis c'est la première grève, le 24 août 1922. L'objectif était économique ; et les revendications lancées par les ouvriers de l'usine ont été reprises par les cheminots de la ligne Pékin-Wuhan :

— Augmentation immédiate des salaires de 10 fens par jour pour chacun sur toute la ligne et une augmentation obligatoire tous les deux ans ;

— Les orphelins d'un ouvrier seront recueillis par l'usine ;

— Titularisation des ouvriers au bout de deux ans de travail ;

— Construction de logements par l'usine et vêtements ouatés pour l'hiver ;

— Réduction d'horaires de dix à huit heures par jour et une journée de repos par semaine (à la place de tous les quinze jours) ;

— Licenciement de cinq cadres supérieurs.

La grève est victorieuse ; les revendications les plus importantes sont obtenues. Mais la lutte a été rude car l'arrêt de travail n'est pas facile à réaliser sur la ligne ; tout au long, il y a les soldats et les réactionnaires et à maints endroits des bagarres entre ouvriers et soldats — les ouvriers s'allongent sur les rails, arrachent les fusils aux soldats. Les piquets de grève ont joué un rôle d'avant-garde dans la lutte.

« Quelques jours après, notre victoire était connue partout : cheminots et mineurs envoyaient des délégués ici. Et notre victoire a contribué à un nouvel essor des grèves et du mouvement ouvrier. D'août 1922 à février 1923, il y eut des dizaines de grèves et quelque cent mille grévistes au total. Mais il n'y avait toujours pas de Fédération générale. »

Aussi le 1^{er} février 1923, les cheminots de la ligne Pékin-Hankéou se rassemblent-ils à Tchengcheou pour fonder leur syndicat général. Ils invitent des délégués des autres unions professionnelles du pays.

« Nous avons mené la lutte et la conscience des ouvriers s'est développée »

Le vieux militant évoque alors des premières luttes dirigées contre les contremaîtres qui traitaient si durement les ouvriers :

« C'était en 1922 ; l'été était très chaud. A l'atelier de montage, il y avait un mouchard, lié au directeur français. Ce mouchard déclara un jour que ceux qui assistaient au « club des ouvriers » étaient dangereux et seraient licenciés... pour que le calme revienne !

La chose s'est sue ; et des camarades du piquet lui ont flanqué une verre devant 5 à 600 ouvriers. Le mouchard appelait père et mère ; nous l'avons enlevé et jeté par-dessus le pont et... lui avons cassé la jambe ! Il a été obligé de quitter l'usine. Nous l'avons chassé de l'usine !

Nous étions très contents d'avoir fait cela. Les ouvriers avaient peur ; ils ont compris que, organisés, ils étaient une force puissante. Après cette lutte, la conscience politique s'est élevée, les contremaîtres n'osaient plus nous frapper ni nous humilier. 3 000 ouvriers participaient au « club ».

« Notre organisation était assez complète, mais nous n'organisons pas tous les ouvriers encore. La plupart des ouvriers de Chine voulaient la révolution ; mais il y avait des conceptions différentes. Des travailleurs n'avaient pas encore compris que la force des ouvriers réside dans l'unité et l'organisation. »

« Notre pays était une semi-colonie victime des agresseurs impérialistes. Le peuple n'avait AUCUN droit. Jamais la lutte légale, parlementaire ne pouvait nous permettre d'obtenir la victoire. « Le pouvoir est au bout du fusil ». Voilà une première leçon tirée du « 7 février ». Nos forces avaient été insuffisantes, nous étions 2 à 3 millions d'ouvriers pour 500 millions d'habitants. La question de l'alliance avec la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie se posait ; c'était la question du Front uni réalisé en 1924 avec Sun Yat Sen.

Aujourd'hui encore, la révolution continue en Chine, et ce camarade retraité poursuit son combat dans l'usine :

« Notre pays peut revenir en arrière ; il faut améliorer davantage le niveau socialiste pour contribuer à la révolution mondiale. Il faut bien éduquer la jeune génération à mener une vie simple et combative, sinon elle penchera vers le révisionnisme. Telle est la volonté d'un travailleur chevronné à l'égard de la jeunesse. »

Ainsi a-t-il conclu, d'un ton ferme et serein, liant magistralement le passé de sacrifices et de combats à l'avenir radieux ; et nous étions tous pleins d'une admiration muette et d'un grand respect.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.

1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.



1922 : meeting des mineurs et des cheminots en grève à Anyuan.



1919 : le prolétariat chinois fait son apparition sur la scène politique. Manifestation à Chenghai.

Prochainement à Paris

PRESENTATION EXCEPTIONNELLE DE L'EXPOSITION DES OBJETS ET DES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES CHINOISES

E-100

Editions-Diffusion du Centenaire
B.P. 130 - 75962 Paris Cédex 20

DISTRIBUTEUR DE GUOZI SHUDIAN :

DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES EN CHINE NOUVELLE (217 planches noir et couleur des documents archéologiques exhumés en Chine nouvelle) 45 F

PEINTURE SUR SOIE DE LA DYNASTIE DES HAN DE L'OUEST (12 planches couleur) 60 F

(Cette soie peinte en couleurs, du début de la dynastie des Han de l'Ouest (206 av. J.-C.-24 apr. J.-C.) drapait le cercueil exhumé après deux mille cent ans, en avril 1972, à Mawangtui, dans la banlieue de Tchangcha, province du Hounan.)

Prolétaires de tous les pays Nations et Peuples opprimés UNISSEZ-VOUS !

Italie

La contestation de masse de l'office de Radio Télévision Italien se développe. Après Naples et Rome, Turin vient d'être le théâtre d'une manifestation de 5 000 ouvriers métallurgistes. Partis de la Fiat Mirafiori, ils ont encerclé le bâtiment de la R.A.I. pour protester contre la déformation systématique des luttes ouvrières dans les programmes de télévision.



Portugal

Début avril plusieurs centaines de portugais ont manifesté à Lisbonne contre les sales guerres coloniales menées par les autorités fascistes portugaises.

Les manifestants ont traversé le

Les travailleurs de la radio se sont mis en grève pour accueillir les métallistes.

A la suite de la suspension de 450 ouvriers de l'usine M.E.C.F.O.N., les travailleurs de l'entreprise ont bloqué une journée entière la zone industrielle de Naples par des barrages routiers et des interventions systématiques aux portes des autres usines.

quartier bénéfica de Lisbonne en criant des slogans hostiles au fascisme et à la guerre coloniale.

En 3 jours, cinq manifestations de ce genre se sont déroulées dans la capitale.

Espagne

La colère de la classe ouvrière grandit après l'assassinat de l'ouvrier du Bâtiment Manuel Fernandez Vasquez, abattu par la police de Franco au cours d'une manifestation ouvrière.

Les grèves et les débrayages de solidarité se multiplient, affectant plus d'une trentaine d'usines de Catalogne.

A Tarrassa, 75 % des ouvriers du Bâtiment se sont mis en grève. La S.E.A.T. a participé au mouvement.

De nombreux groupes manifestent dans les rues de Barcelone, diffusent des tracts dans les autobus, tiennent de petits meetings dans les métros.

États-Unis

La visite de la marionnette Thieu aux États-Unis ne s'est pas passée sans problème !

Alors qu'il s'entretenait à San Clemente, en Californie, avec son maître Nixon, plusieurs centaines de personnes manifestaient sous leurs fenêtres pour exiger le respect des accords de cessez-le-feu au Vietnam.

Le lendemain, il se rendait à un dîner privé dans un hôtel de Beverly. 2 000 personnes l'ont accueilli par des slo-

gans hostiles à sa venue.

Deux jours plus tard, 200 protestataires défilaient devant le club de la presse nationale de Washington où il s'adressait à des journalistes. Les manifestants portaient des pancartes condamnant la violation des accords et exigeant la libération des détenus politiques.

Des manifestations semblables ont eu lieu dans un grand nombre de villes américaines.



Canada

Mercredi 28 mars, une cinquantaine de travailleurs membres du Syndicat des Postes de Montréal ont fait un piquet de grève devant le « Centre des relations industrielles » de l'université de Mac Gill. Une dizaine d'officiers nationaux du syndicat des postiers du Canada et quelques délégués de différentes régions venaient y « suivre des cours ». La raison profonde de l'action menée, c'est que le Bureau de Montréal verse environ 16 000 dollars (huit millions de FF) par an au syndicat national, pour des cours d'éducation syndicale. Or, les responsables de l'action syndicale ne font rien pour l'éducation des membres de la « base ».

C'est au cours d'une assemblée

générale que les postiers ont envoyé une délégation pour faire un piquet de grève devant le Centre des relations industrielles. Ils entendaient exiger « que l'argent des travailleurs serve à élever le militantisme des membres du syndicat, pas à entretenir des syndicalistes d'affaire ».

Après une discussion violente, au cours de laquelle un officier des syndicats des postiers du Canada (permanent syndical) a menacé de représailles le syndicat des postiers de Montréal, les officiers et les délégués ont tous dû s'en aller accompagnés par les chants de victoire des postiers du piquet de grève.

Mauritanie

La lutte des travailleurs mauritaniens contre l'impérialisme et pour les libertés démocratiques se poursuit. Le 10 mars à Zouerate, des centaines de mineurs du fer et leurs femmes ont organisé une grande manifestation. Ils exigeaient la libération d'un militant

ouvrier emprisonné et la satisfaction de leurs revendications.

Ils dénonçaient aussi la répression qui s'abat sur des patriotes en lutte, dont une vingtaine risquent la peine de mort.

Maroc

Le peuple marocain développe vigoureusement ses luttes contre l'oppression d'une poignée de féodaux, vendus à l'impérialisme français comme à l'impérialisme américain.

La répression des tyrans se déchaîne pour tenter de baillonner toutes les revendications démocratiques dans

le pays. Au cours de violentes manifestations, la police a assassiné récemment deux très jeunes lycéens. Les vagues d'arrestations se succèdent dans tout le pays et notamment dans la région de Kenitra où la population a infligé des coups sévères aux forces de répression.

Guinée-Bissau



Les colonialistes assassins d'Amilcar Cabral pensaient faire reculer ainsi la lutte du peuple pour l'indépendance et la liberté.

Ils doivent déchanter sérieusement : En moins de 8 jours, cinq bombardiers et avions militaires portugais ont été

abattus par la D.C.A. des Forces armées patriotiques.

Des parachutistes portugais, qui tentaient de pénétrer dans le secteur libéré de Cabucare, ont été repoussés par les combattants des F.A.P., abandonnant sur le terrain cinq tués et de nombreux blessés.

Afrique du Sud

Les ouvriers de la Raffinerie Alusaf de Durban, ont fait grève une semaine pour obtenir une augmentation de salaires. 160 grévistes ont été licenciés et la police raciste a opéré plus de 600 arrestations. L'armée a envoyé 100 soldats pour tenter — sans succès ! — de faire marcher l'usine. Le salaire moyen d'un ouvrier africain d'Alusaf est de 80 F par semaine alors que, de l'aveu même d'une étude gouvernementale, il faut au minimum 125 F

pour faire vivre une famille de cinq personnes.

800 ouvriers du bâtiment sont également en grève. Les autorités racistes ont dépêché la police pour les réprimer, à coups de gaz lacrymogène et de bâton. Refusant de s'incliner, les ouvriers persistent dans leur grève. 1 000 ouvriers de Johannesburg les ont rejoints dans la lutte contre les discriminations racistes et pour l'augmentation des salaires.

Brésil : UN AN DE LUTTE ARMÉE CONTRE LA DICTATURE FASCISTE

Au Brésil, l'année 1972 a été marquée par un événement capital : le déclenchement de la lutte armée dans le sud de l'Etat du Para. Le 12 avril 1972, des habitants de la région de l'Araguaia, excédés par la répression sauvage des soldats de la dictature militaire, se sont retirés dans la forêt, décidés à riposter par les armes à la violence fasciste des troupes du gouvernement Médici. Jouissant du soutien actif de la nombreuse population de la région, la guérilla s'est développée. Par deux fois, les partisans de l'Araguaia ont vaillamment tenu tête à dix mille soldats fascistes, assistés de l'aviation, qui tentaient de les encercler.

On peut dire aujourd'hui que la guérilla de l'Araguaia a déjà remporté un immense succès en résistant pendant une année, malgré les assauts de l'armée. Son premier objectif, en effet, était de tenir, afin de constituer une base solide qui permettra d'étendre la lutte par la suite.

Les partisans de l'Araguaia ont remporté un autre grand succès : ils ont réussi à briser l'isolement dans lequel la dictature militaire voulait les maintenir. Avertis et conseillés par leurs maîtres de Washington, les généraux brésiliens craignaient par-dessus tout que l'exemple de l'Araguaia ne se propage dans tout le Brésil. Ils ont échoué. Des journalistes honnêtes ont parlé, l'Agence brésilienne de nouvelles (récemment créée par des journalistes patriotes) a répandu dans tout le pays la nouvelle du déclenchement de la lutte armée, des journaux clandestins, comme *A classe Operaria* (organe central du Parti communiste du Brésil), lui consacrent de nombreux articles. Aujourd'hui, la lutte des partisans de l'Araguaia est connue dans tout le Brésil, et elle jouit d'un prestige toujours plus grand parmi le peuple.

C'est là un fait très important, car la guérilla de l'Araguaia est une lutte exemplaire ; elle montre au peuple brésilien le seul chemin qui lui permettra de conquérir la liberté et l'indépendance, le chemin de la lutte armée et de l'unité la plus large de tous les Brésiliens patriotes et démocrates.

Au Brésil, depuis 1964, la dictature militaire a instauré un régime de terreur, supprimant les libertés les plus élémentaires, afin de protéger les intérêts du capital étranger (surtout américain) qui pille le pays et d'une poignée de gros propriétaires terriens et de capitalistes brésiliens. Le peuple brésilien ne s'est

jamais résigné à une telle situation. Mais les formes de lutte employées par certains patriotes n'ont pas toujours été efficaces : le terrorisme individuel, la « guérilla urbaine » ont échoué. Ne parlons pas de la ligne suivie par le parti révisionniste de Prestes, qui préconise la « démocratisation » du régime fasciste par la voie légale ! Les partisans de l'Araguaia, eux, ont su mobiliser la population de toute la région. Ils recherchent avec persévérance l'appui conscient et massif de la population de la région, puis de tout le peuple brésilien, et ils ont déjà remporté des succès notables dans ce sens.

Ainsi l'an dernier, les patriotes du sud du Para et de plusieurs régions du Mato-grosso, du Goiás et du Maranhão ont formé un mouvement populaire, l'Union pour la liberté et pour les droits du peuple.



Manifestation populaire à Rio.

L'U.L.D.P. a présenté un programme destiné, sur la base des revendications les plus chères et les plus immédiates des habitants de la région, à les mobiliser et à les unir pour lutter contre la dictature et l'impérialisme. Elle a lancé un appel à tout le peuple brésilien pour qu'il rejoigne ses rangs et se lance dans la résistance armée. L'Union jette ainsi les bases du vaste front uni de tous les Brésiliens antifascistes et anti-impérialistes qui balayera les ennemis de la liberté et de l'indépendance du Brésil.

Ainsi le déclenchement de la lutte armée au Para, la voie juste suivie par les partisans de l'Araguaia soulèvent d'enthousiasme tous les Brésiliens qui veulent vraiment lutter pour un Brésil libre et indépendant. C'est un autre grand succès de la guérilla, car il montre que, tôt ou tard, de nouveaux « Araguaia » naîtront au Brésil, et rapprocheront l'heure de la libération.

Devant cette situation nouvelle pour eux, la fureur des généraux fascistes s'est déchaînée. Ne pouvant réduire la guérilla, ils ont frappé dans les villes. Au début de cette année, des centaines de patriotes ont été emprisonnés ou tués. Quatre dirigeants très connus du Parti communiste du Brésil ont été sauvagement assassinés : les camarades Carlos Danielli, Lincoln Oest, Luis Guilhardini et Lincoln Roque.



Caricature réalisée par des étudiants brésiliens et affichée à l'université.

Manifestation antifasciste du P.C.M.L.F. contre l'ambassade du Brésil à Paris

Le 3 mars 1973, un groupe de militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France a envahi les jardins de l'Ambassade du Brésil à Paris, tout près des Champs-Élysées, et pour attirer l'attention de l'opinion publique, a inscrit plusieurs mots d'ordre contre la dictature fasciste qui opprime le peuple brésilien frère. Ci-dessous, les mots d'ordre :

« Le peuple brésilien vaincra »
et :
« Médici assassin »,
sur la façade de l'Ambassade de la dictature terroriste brésilienne.



Que le Parti communiste du Brésil soit durement frappé par la dictature, ce n'est pas un hasard. Depuis longtemps déjà, le P.C. do B. a clairement précisé que seule la lutte armée et la guerre populaire pourront libérer le Brésil du joug fasciste et du pillage impérialiste. Avec le déclenchement de la lutte armée au Para, la ligne et les idées de nos camarades brésiliens se matérialisent et trouvent leur éclatante confirmation.

Aussi les généraux fascistes peuvent bien tuer des centaines et des milliers de combattants d'avant-garde, ils ne pourront jamais liquider le Parti du prolétariat et le mouvement politique qu'il dirige. Des milliers et des milliers d'autres combattants se lèvent déjà et se lèveront pour empoigner le drapeau de la lutte armée !

Le déclenchement de la lutte armée au Para est un événement important non seulement pour le Brésil, mais pour toute l'Amérique Latine et pour le monde entier. Le Brésil, avec ses cent millions d'habitants, est le plus grand pays d'Amérique Latine, le plus riche en matières premières. Un nouvel et grand obstacle commence à se dresser devant les impérialistes américains, qui viennent d'essuyer un grave échec au Vietnam. C'est une raison supplémentaire pour soutenir activement la lutte armée du peuple brésilien.

Salut aux vaillants partisans de l'Araguaia !

Le peuple brésilien vaincra !

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LISEZ,
COMMANDEZ,
DIFFUSEZ

LA PROCLAMATION
DE L'UNION
POUR LA LIBERTÉ
ET POUR LES DROITS
DU PEUPLE BRÉSILIEN

édité par le
Centre d'informations sur
les luttes anti-impérialistes

17 rue du Sentier, Paris-2^e

Prix : 0,50 F (port en sus)

LE "CONTROLE OUVRIER" EN ALBANIE

COMMENT S'EXERCE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Chaque année, le 1^{er} mai, journée de l'internationalisme prolétarien, le cœur des ouvriers avancés se tourne vers ces pays où flottent le drapeau rouge, la Chine, l'Albanie — ces pays qui sont la patrie de tous les travailleurs, car là, il n'y a plus de patrons, il n'y a plus de bourgeois profiteurs, il n'y a plus de misère : là, la classe ouvrière débarrassée de ses exploités, peut enfin bâtir un monde nouveau ; là, la classe ouvrière de simple force travailleuse qu'elle était en régime capitaliste, est devenue la force dirigeante de toute la société.

Enver Hoxha a dit : « En Albanie est au pouvoir la classe ouvrière qui, à travers le Parti et l'Etat prolétarien, guide toute la vie du pays. Sa fonction de direction et de contrôle est décisive. Sans cette fonction, il n'y a ni dictature du prolétariat, ni socialisme. »

Lorsqu'on discute du contrôle ouvrier avec un Albanais, il ne manque pas de commencer par bien préciser : « ce contrôle peut exister chez nous parce que nous avons la dictature du prolétariat, parce que la classe ouvrière est au pouvoir » et dans les conversations revient, souvent citée, la parole de Lénine : « le contrôle sans le pouvoir, c'est quelque chose de nul ». (En ce sens, le contrôle ouvrier s'oppose à l'« autogestion ».)

Or ce pouvoir révolutionnaire du prolétariat a ceci de particulier qu'il ne repose pas sur une loi édictée d'en haut par une Assemblée élue à travers des élections bourgeoises mais sur l'initiative directe, venant d'en-bas, des masses populaires.

C'est ainsi que le prolétariat et les masses populaires ont pris le pouvoir en Chine, en Russie, en Albanie, etc. ; dans le feu de l'action pour renverser le pouvoir réactionnaire, les masses populaires créent leur propre organe de lutte, qui deviennent des organes du nouveau pouvoir révolutionnaire,

travailleurs doivent apprendre dès maintenant (dès le socialisme) à se gouverner » (1).

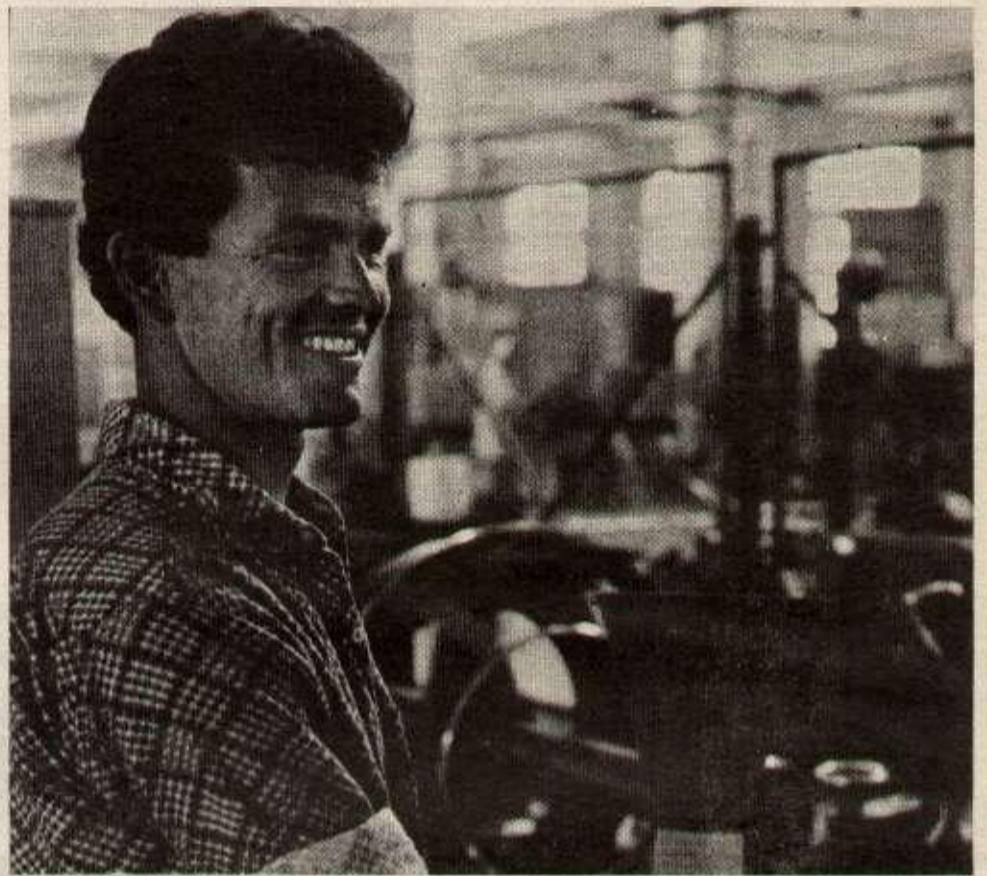
Deuxième raison : parce que le contrôle par en haut, par l'Etat et par le Parti, peut être déformé par cette maladie qu'est le bureaucratisme, qui conduit d'abord à la séparation entre le Parti et l'Etat d'un côté, les masses populaires de l'autre — et ensuite, s'il n'est pas combattu vigoureusement, à la dégénérescence de l'Etat et du Parti prolétariens, à leur transformation en Etat et en Parti bourgeois d'un type nouveau, comme ce fut le cas en URSS après la mort de Staline.

Le contrôle ouvrier direct par en-bas, tel qu'il est pratiqué en Albanie socialiste, est à la fois un moyen de combattre le bureaucratisme, qui est le danger principal pour le pouvoir prolétarien, et, dans cette lutte même, un moyen d'apprendre à la classe ouvrière et à tous les travailleurs à se gouverner eux-mêmes.

Le bureaucratisme ne se combat pas principalement par en haut, mais par en-bas, par l'initiative et la mobilisation de l'ensemble des travailleurs. Dans le discours de Mati, Enver Hoxha dit encore : « Tout le monde doit bien savoir que lorsque la classe ouvrière fait entendre sa voix, il n'y a plus de bureaucratisme, tandis que lorsque la classe ouvrière se tait, alors le bureaucratisme apparaît. »

Le contrôle ouvrier en Albanie c'est la manière pour la classe ouvrière albanaise de faire entendre sa voix.

A l'étape actuelle, la révolutionnarisation s'exerce en Albanie principalement dans le domaine idéologique, dans le domaine de la superstructure (bien entendu, les rapports de production et la base économique socialiste continuent à être perfectionnés,



commerce, le fonctionnement de tel ou tel ministère, etc.

Certes, le contrôle ouvrier s'exerce aussi à l'intérieur de chaque entreprise. A tout instant les travailleurs contrôlent eux-mêmes la qualité de la production, l'utilisation des machines, la discipline au travail. Les ouvriers contrôlent aussi le travail du directeur de leur propre usine : est-ce qu'il fait bien ses journées de travail productif, est-ce qu'il accomplit bien ses tâches, etc. Bref, l'ensemble de l'activité de l'usine est contrôlé en permanence par le collectif des travailleurs, qui, d'ailleurs, se réunit en Assemblée Générale une fois par mois.

Les ouvriers albanais organisent aussi le « contrôle parallèle » entre plusieurs entreprises, afin d'échanger les expériences pour améliorer le travail, combattre les défauts, accélérer le progrès technique et scientifique. Ce type de contrôle, qui est rendu possible parce qu'il n'y a aucune concurrence entre les entreprises, permet de généraliser l'expérience avancée de telle usine : c'est la manifestation de la solidarité qui unit les travailleurs sous le socialisme.

Pour le contrôle hors de l'entreprise, les ouvriers d'une ou plusieurs usines forment des « groupes de contrôle ouvrier », avec des communistes et des non-communistes désignés par leurs compagnons de travail. Ces groupes sont provisoires, une fois leur travail terminé ils disparaissent afin de ne pas donner naissance à une structure permanente et menacée de bureaucratisme et aussi pour permettre au maximum de travailleurs de participer à tour de rôle à des activités de contrôle ouvrier.

Avant de mener son enquête, le groupe étudie collectivement les documents du Parti du Travail, les œuvres d'Enver Hoxha et les classiques du marxisme-léninisme, afin d'avoir une bonne compréhension du problème soulevé.

Ces groupes de contrôle ont tout le pouvoir que leur confère la dictature du prolétariat. Le contrôle peut s'effectuer par exemple sur les services de santé. En Albanie, ces services sont gratuits. Mais il peut exister des défauts dans leur fonctionnement : les médecins n'ont pas toujours une bonne attitude vis-à-vis des malades, les locaux ne sont pas toujours propres, la vie hospitalière doit être rendue plus agréable, etc. A la fin de l'enquête, le groupe de contrôle fixe des tâches avec des dates précises

et des personnes responsables pour les appliquer. Ensuite, il effectue une deuxième enquête pour vérifier l'application de ses directives. « Les recommandations des ouvriers doivent être exécutées le plus vite possible, car c'est là le contrôle de classe, mais de vaines paroles. » (Enver Hoxha)

Le groupe de contrôle ouvrier peut mener son enquête depuis l'entreprise jusqu'au ministère. Toute personne, si haut placée qu'elle soit, est tenue de lui rendre compte de ses activités, de lui fournir toute information, etc. Par exemple : en 1970, plus de 10 000 ouvriers de Tirana ont formé des groupes de contrôle pour examiner le fonctionnement du commerce socialiste. Ils ont mené leur enquête jusque dans le Ministère du commerce. Ils ont fixé des tâches au Comité exécutif de Tirana et au Ministère du commerce. Des ouvriers représentant ces groupes de contrôle ont même participé à une réunion du gouvernement pour donner les conclusions de leur enquête et pour discuter des mesures à prendre pour que le commerce soit vraiment au service du peuple et pour éliminer le bureaucratisme.

Le contrôle de la classe ouvrière s'exerce aussi sur son propre Parti, le Parti du Travail d'Albanie : il porte sur l'application des directives du Parti, sur la vérification de leur justesse dans la pratique. Mais aussi, les larges masses doivent contrôler l'activité de chaque communiste, de chaque Albanais qui parle au nom du prestigieux Parti du Travail d'Albanie. Dans le discours de Mati, Enver Hoxha dit : « Le Parti a des droits, mais il n'a pas des droits illimités sur n'importe quoi ; il ne peut pas agir à sa guise. Le Parti a le droit de faire ce que veut le peuple, ce que veut la classe, ce que lui permettent les lois, ce qui est conforme à sa ligne marxiste-léniniste, il n'a pas le droit d'agir en dehors de ces limites. »

En Albanie socialiste, l'exercice du contrôle de la classe ouvrière sur les appareils administratifs étatiques, économiques et sociaux, tout en élevant le niveau de conscience politique et idéologique des travailleurs, leur permet de participer plus directement et plus largement à la gestion de l'économie et au gouvernement du pays.



Soviets en Russie, Conseil de Libération Nationale en Albanie, etc.

C'est pourquoi, il ne suffit pas pour la classe ouvrière d'exercer son contrôle (c'est-à-dire sa direction, son pouvoir) sur tous les aspects de la société seulement à travers l'Etat prolétarien, qui est son Etat, et le Parti communiste, qui est son Parti. Certes, c'est là une activité indispensable pour elle, sans laquelle le contrôle direct par en-bas ne pourrait même pas exister. Mais cela reste insuffisant. Et pourquoi ? Pour deux raisons. D'abord, parce que le but de la classe ouvrière, c'est de conduire toute la société vers le communisme, c'est-à-dire, vers une société où il n'y aura plus ni Parti, ni Etat, puisque les hommes se gouverneront eux-mêmes. Pour cela, comme le dit Enver Hoxha, « la classe ouvrière, la paysannerie et tous les

révolutionnarisés, et du fait même de la révolution idéologique). Cette lutte (qui est une lutte de classe) contre les restes de l'idéologie bourgeoise qui subsistent y compris dans la conscience de chacun, ne peut être menée par décret, à l'aide de simples mesures administratives. Elle exige la mobilisation et la participation directe des masses, l'extension et l'approfondissement de la ligne de masse et de la démocratie de masse. Le contrôle ouvrier va dans ce sens.

Les travailleurs ne peuvent apprendre à se gouverner eux-mêmes en restant en vase-clos entre les quatre murs de leur entreprise. C'est pourquoi, une des tâches fondamentales du contrôle ouvrier, est de s'exercer à l'extérieur de l'entreprise, sur tous les problèmes et dans tous les domaines de la société socialiste : l'école, la culture, le

(1) Discours de Mati, 26 février 1972. Ce discours, d'une lecture indispensable pour comprendre le contrôle ouvrier, vient d'être publié en français avec une présentation de Patrick Kessel, sous le titre : « Les masses édifient le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience », Nouveau Bureau d'Édition.

Cambodge :

**DE
BRILLANTES
VICTOIRES!**



Samdech Norodom Sihanouk acclamé dans les rues d'Hanoi à son retour de visite dans les zones libérées du Cambodge.

La presse a peu parlé de la visite d'inspection du prince Norodom Sihanouk dans la zone libérée du Cambodge. Le silence des journalistes — si bavards quand il s'agit de parler de la « personnalité » du prince ! — est significatif : Ce voyage est une grande victoire remportée par le peuple khmer sur l'impérialisme américain et ses valets lonnoliens. Car elle prouve une fois encore que Norodom Sihanouk est le chef de l'Etat soutenu par son peuple et le G.R.U.N.K. — Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge — l'unique gouvernement légitime qui exerce son pouvoir sur le pays.

La presse a voulu faire de Norodom Sihanouk un chef d'un « gouvernement en exil », d'un gouvernement fantôme ; et le voilà reçu par des dizaines de milliers de compatriotes, triomphalement acclamé par un peuple tendu vers la victoire totale. La presse a tenté d'opposer deux tendances dans la Résistance khmère, « Khmers sihanoukistes » d'un côté et « Khmers rouges » de l'autre, et voilà Sihanouk embrassant ses compagnons Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim, que la presse « bien informée » disait assassinés... par Sihanouk lui-même ! Décidément bien mensongère, la propagande occidentale a perpétuellement insinué que la « Résistance khmère n'existait pas, que les « Nord-Vietnamiens » combattaient à la place des Khmers » et voilà le prince Norodom Sihanouk qui

revient de la zone libérée, 90 % du territoire, 80 % de la population — avec photos, films, enregistrement, faits à l'appui et quelques chiffres : une armée régulière des F.A.P.L.N.K. de 120 000 hommes bien entraînés, bien équipés et tous de purs patriotes, des réserves de munitions jusqu'à 1975, etc.

Voilà bien des photos et films qui gênent notre presse occidentale ; voilà bien des informations qui lui déplaisent fort ; elles les cachent. A nous de dire et de répéter tout cela, car la visite de Norodom Sihanouk, durant un mois dans la zone libérée de son pays, constitue UN DEMENTI FLAGRANT à toute la pourriture journalistique déversée depuis des mois contre la Résistance khmère.

Et, il faut le noter avec force, cette visite intervient au moment où Lon Nol s'enlise dans une crise extrêmement grave. Son territoire qu'il contrôle à peine fait peau de chagrin chaque jour — cf. schéma — ; les villes sont encerclées. Surtout Phnom Penh est totalement paralysée par l'encercllement chaque jour plus pressant des Forces armées patriotiques. Plus de ravitaillement — ni essence, ni riz ; Nixon a dû ordonner un pont aérien pour alimenter la ville... Pour alimenter ses notables surtout : le cargo qui a réussi à forcer le passage la semaine dernière contenait de l'essence, du lait en poudre, du lard... des perles de pacotille. Pas un grain de riz dont la population de Phnom

Penh manque tant. Mais là n'est pas l'affaire de Lon Nol et de Nixon !

Leur affaire, c'est de tenir le plus longtemps possible. Aussi Nixon n'a-t-il pas hésité ; et violant sans vergogne les Accords de Paris, il arme Lon Nol, lui procure maints conseillers, et de son « porte-avions géant », la Thaïlande, les B 52 de mort partent faire leur sale besogne au-dessus des villages khmers. Vietnam, Cambodge, c'est toujours le même scénario criminel. Et nous le savons, l'issue est la même : une défaite lamentable pour l'impérialisme américain. Car il

ne doit pas compter ni sur la division des rangs indochinois plus resserrés que jamais, ni sur un moment de faiblesse des patriotes khmers déterminés à lutter, et longtemps encore s'il le faut.

Nixon s'obstine encore ; mais tôt ou tard, les patriotes khmers l'auront amené à la « raison ». D'ici ce jour heureux pour eux — et aussi pour nous tous — saisissons ce 1^{er} mai 73 pour renforcer avec fermeté et enthousiasme notre soutien à leur juste combat !

Camille GRANOT

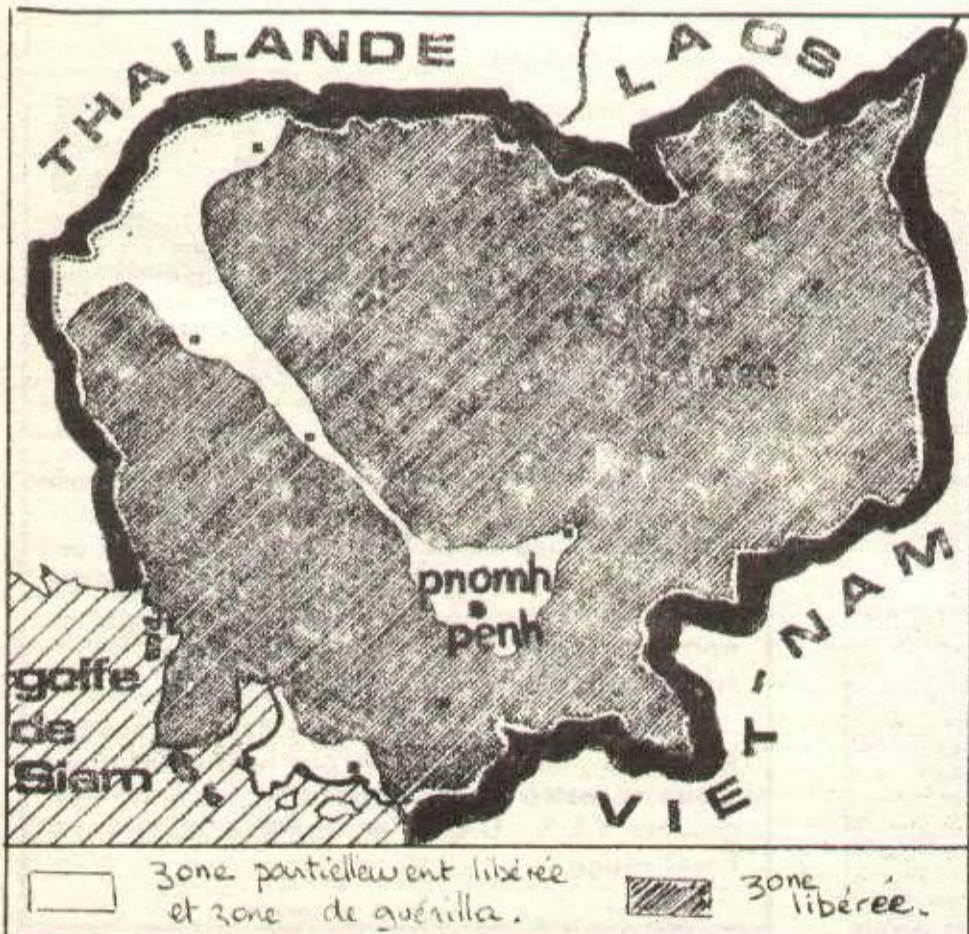
Arrêter le bras sanglant de Thieu

Il y a toujours des centaines de milliers de prisonniers dans les bagnes du Sud-Vietnam : hommes, femmes, enfants, paysans et patriotes, lycéens et mères de famille horriblement torturés, horriblement mutilés par les bourreaux à la solde de Thieu et de son maître Nixon.

Aujourd'hui, Thieu tente de masquer cela et entreprend la liquidation physique des patriotes emprisonnés : transferts d'une prison à l'autre, pseudo « ralliements », transformation des « politiques » en « droit com-

mun » après une prétendue « libération ». Avec cela, le mensonge effronté : selon Thieu, il n'y aurait pas un seul prisonnier politique dans ses geôles. La torture ? « Connais pas », dit-il !

Une telle situation est grave ; et nos tâches urgentes. Il vient de se tenir à Paris une conférence internationale pour la libération des prisonniers politiques au Vietnam du Sud. Faisons connaître ses travaux et multiplions les initiatives pour arrêter le bras sanglant de Thieu !



**GRAND MEETING
DE SOLIDARITÉ
CAMBODGE - LAOS - VIETNAM**

à l'occasion du 3^e anniversaire
de la Conférence au Sommet
des Peuples Indochinois

Le 26 avril 1973 20 h 30

Salle de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, Paris-5^e

A PROPOS DE L'UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES

La revue *Proletariat*, dont le succès de lancement dépasse tout ce que nous espérons, a publié dans sa chronique *Documents* un précieux extrait de l'organe théorique du Comité central du Parti du Travail d'Albanie (Rruga e Partisë) sous le titre : *La classe ouvrière et le mouvement marxiste-léniniste dans les pays capitalistes*. Voici un passage de ce texte, qui concerne directement tout militant qui aspire légitimement à l'existence et à l'édification dans notre pays d'un efficace Parti révolutionnaire prolétarien, d'un authentique Parti marxiste-léniniste.

« ... L'aggravation des contradictions du capitalisme et, par la suite, l'essor du mouvement révolutionnaire de masse, l'entrée des couches intermédiaires dans ce mouvement, la trahison révisionniste et la confusion idéologique qu'elle a provoqués, tout cela a conduit, DANS LES PAYS CAPITALISTES (souligné par nous, HR), à l'apparition et au développement des activités d'un grand nombre de groupes et d'organisations qui avancent des mots d'ordre « de gauche » ou se déclarent marxistes-léninistes.

Il en résulte que les forces révolutionnaires sont morcelées, CE QUI EST DANS L'INTERET DE LA BOURGEOISIE (encore souligné par nous). Fixer une position claire à l'égard de ces groupes et organisations, dans le but de parvenir, à l'échelle nationale, à l'unité de tous les éléments authentiquement révolutionnaires et de démasquer ceux qui s'efforcent de miner et de saboter le mouvement révolutionnaire, tels que les opportunistes révisionnistes, les trotskystes, etc., tel a été, à juste titre, un objectif et une préoccupation sérieuse de la part des partis marxistes-léninistes. Cependant, dans cette lutte qui, dans la conjoncture actuelle, est assez délicate et complexe, les partis marxistes-léninistes combattent pour que, sur la base des principes, soient déterminées et distinguées clairement les questions sur lesquelles les contradictions sont de principe et antagoniques, et les questions sur lesquelles les contradictions ne sont pas de principe, mais relèvent de problèmes particuliers de tactique. En faisant une telle analyse, fondée sur des critères marxistes, les partis marxistes-léninistes ont rallié à leurs rangs un nombre grandissant d'éléments sincères et honnêtes, qui s'étaient fourvoyés dans une voie erronée, non par opposition au marxisme-léninisme, mais parce qu'ils étaient en contact avec des éléments antimarxistes. Ces éléments sincères et honnêtes, en poursuivant avec persévérance un travail correct, peuvent se rapprocher des rangs des marxistes-léninistes et les rallier... »

En France, à l'heure actuelle, existe en effet un certain nombre d'organisations, souvent qualifiées de « groupes », qui se proclament « marxistes-léninistes ». Celles qui se prévalent d'une influence et d'une implantation

« nationales » sont *Le Proletaire - Ligne rouge*, *l'Union des communistes de France (marxistes-léninistes)*, *la Gauche révolutionnaire*, *les Groupes ouvriers et paysans*, *Front rouge et Le Travailleur*. La première provient de *l'Union des jeunesses communistes (marxistes-léninistes)*, qui se désagrègea complètement après la tempête révolutionnaire de Mai-Juin 1968. D'autres sont issues du *Parti socialiste unifié (P.S.U.)*. Les deux dernières enfin ont été constituées à partir de scissions de *l'Humanité-rouge* au cours de l'année 1970. Un nombre relativement important d'autres « groupes » existe localement à des niveaux régionaux ou dans des villes sans coordination à travers l'ensemble du territoire français.

Toutes ces organisations proclament sous diverses formes leur attachement au marxisme-léninisme ainsi qu'à la pensée-maotséoung. Mais leurs lignes idéologiques, politiques et organisationnelles ne respectent pas l'intégralité des principes et enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung. En général, les erreurs, quelquefois très graves, commises par les dirigeants et militants de ces « groupes » tiennent à leur contenu de classe essentiellement petit-bourgeois. Naturellement, cela n'exclue nullement qu'ils adoptent sur des points donnés, dans des circonstances temporaires, de justes positions allant dans un sens résultant d'une application correcte des principes marxistes-léninistes à un problème, à des questions particulières.

Mais la caractéristique commune à l'ensemble du courant qu'ils constituent tient à leur attitude devant la question fondamentale du PARTI DE TYPE NOUVEAU, DU PARTI LENINISTE fondé sur le CENTRALISME DEMOCRATIQUE.

Nés à partir de 1968, après les événements du printemps, ces groupes ont tous été créés sur la base d'une négation de l'existence, ou de la légitimité du *Parti communiste marxiste-léniniste de France*, ou sur la base de scissions déclenchées dans le but de détruire le jeune Parti révolutionnaire prolétarien.

L'expérience concrète des lignes et activités vécues par les adhérents de base de chacun d'eux, à travers les années écoulées, a conduit nombre d'entre eux à prendre conscience de la nécessité d'une organisation centralisée unique. Mais comme les dirigeants rejettent l'idée d'avoir à se démettre et à se soumettre à l'auto-critique qu'exigerait le P.C.M.L.F. s'ils sollicitaient d'en rejoindre les rangs, ils n'ont d'autre issue que de chercher à se regrouper entre eux. Comme par ailleurs leur idéologie petite bourgeoise les empêche de s'unifier sur de justes bases, mais les incite à pratiquer ce qu'ils appellent la « magouille » (pratique social-démocrate consistant à gagner les forces du partenaire en essayant de

le tromper et non en s'alliant avec lui dans la clarté et la loyauté), il en résulte que jusqu'ici « l'unification » des groupes auto-proclamés « marxistes-léninistes » n'a pu se réaliser. Ou lorsqu'un premier résultat a été atteint dans ce sens, de nouvelles divisions et scissions sont à nouveau bien vite réapparues et l'atomisation a recommencé son processus.

Pour mettre en application les justes indications des camarades albanais dans l'article extrait de leur organe théorique, examinons donc la nature des contradictions entre les communistes marxistes-léninistes de *l'Humanité-rouge* et ces organisations.

Le Travailleur est un groupe né de la scission de février 1970 organisée dans le but de détruire *l'Humanité-rouge* par un élément qui engagea une lutte malhonnête (pour ne pas dire plus !) contre nos camarades François Marty et Jacques Jurquet. Utilisant la calomnie, recourant à des mensonges éhontés, ce militant se conduisit comme un ennemi acharné de *l'Humanité-rouge*. On se souvient sans doute de son odieux texte ronéotypé destiné à salir nos camarades, et baptisant Jurquet de « Grippe français ». Cet élément et quelques autres militants responsables qu'il parvint à tromper développèrent une ligne politique nettement caractérisée par l'opportunisme de droite, confinant souvent au révisionnisme, s'appuyant sur l'ouvriérisme, l'économisme et le libéralisme.

Nous l'affirmons sans hésiter : la contradiction avec ce diviseur est de principe, elle porte avant tout sur la question du respect des principes léninistes de l'organisation et du fonctionnement marxistes-léninistes.

Nous appelons tous les militants

de base que cet élément et quelques autres ont délibérément trompés pendant une période assez longue, à chercher par eux-mêmes la vérité, à juger par eux-mêmes de la ligne idéologique et politique qui leur a été proposée, à en tirer les enseignements nécessaires en rejoignant massivement les rangs des communistes marxistes-léninistes restés fidèles aux principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotséoung. Dans le cadre des structures marxistes-léninistes et par le jeu, en amélioration constante, du centralisme démocratique, tout camarade, quelle que soit son origine, est assuré de pouvoir défendre son point de vue même s'il n'est pas rigoureusement identique avec celui de la majorité des militants. Il n'y a à ce droit qu'une seule et rigoureuse condition, qui constitue justement ce qui différencie un Parti léniniste d'un Parti social-démocrate : c'est qu'après avoir usé de son droit de discussion, le camarade qui n'est pas d'accord sur tout, applique néanmoins les décisions qui ont été arrêtées par la majorité.

Au demeurant, nous sommes convaincus que l'immense majorité des militants, qui furent un moment trompés par les dirigeants du *Travailleur*, peuvent parvenir par leurs propres efforts à une totale identité de vue avec *l'Humanité-rouge*, tout en contribuant à l'enrichissement de la ligne aux côtés des militants des autres régions de France.

C'est donc dire que les contradictions avec les adhérents de base du groupe *Le Travailleur* ont été considérées par nous, sont et restent des contradictions « au sein du peuple », et sont donc assurées de trouver en fin de compte de justes solutions.

(à suivre)

Vous trouverez « PROLETARIAT » dans les librairies suivantes :

PARIS

Norman Béthune, 76 boulevard Saint-Michel (5°).
Le Phénix, 72 boulevard de Sébastopol (2°).
L'Étincelle, 92 rue d'Oberkampf (11°).
La Joie de Lire, 40 rue Saint-Séverin (5°).

MARSEILLE

Lire, 16 rue Sainte (1°).

LYON

Librairie Fédérop, 7 rue des Trois-Maries (5°).

RENNES

Le Monde en Marche, 37 rue Vasselot.

AGEN

Librairie Occitane, 32 rue Grenouilla.

SAINT-BRIEUC

Maison de la Presse, 13 rue Saint-Guillaume.

GRENOBLE

Librairie de l'Université, 2 place du Docteur-Léon-Martin.

L'exemplaire (6 F) en vente dans ces librairies ou par l'intermédiaire des militants ou sur demande à son siège contre 7 F (majoration pour frais d'expédition).

Abonnement : 1 an : 20 F — 2 ans : 35 F.

Abonnement de soutien : 1 an : 50 F — 2 ans : 100 F.

PROLETARIAT, 17 rue du Sentier, 75002 PARIS

C.C.P. : 3068698 La Source

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L.H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'abondance de la matière publiée dans ce numéro et l'importance de l'article présenté dans cette page nous contraint à remettre à notre prochain numéro la publication habituelle de notre souscription.

L'article sur « l'unification des marxistes-léninistes » sera poursuivi par la présentation claire et nette de notre position vis-à-vis des groupes P.L.R., U.C.F. (M.-L.), G.R., G.O.P. et Front rouge.

A propos du Comité Confédéral National de la C.G.T.

nouvel emballage, même marchandise

« Etre partout résolument à l'initiative de l'action revendicative et de l'unité d'action syndicale... »

« Nous appelons toutes les organisations de la C.G.T. à prendre rapidement, en particulier dans les entreprises, toutes dispositions propres au développement de l'action... »

On se frotte les yeux à la lecture de ces citations fracassantes extraites du rapport de Séguy au dernier Comité confédéral de la C.G.T. ! Que se passe-t-il ? La C.G.T. aurait-elle changé ? On est en droit de se poser la question si on se souvient qu'elle a été la grande absente des luttes puissantes qui se sont déroulées au cours de l'année écoulée : Penarroya, Girosteel, Le Joint français. Souvent même, les travailleurs déterminés à lutter pour leurs revendications ont eu à l'affronter directement : elle se trouvait ouvertement de l'autre côté de la barrière, dans le camp du patronat.

Qu'on se rappelle aussi l'appel officiel lancé par le même Séguy et invitant à mettre l'éteignoir sur les luttes revendicatives, quelques mois avant les élections. On conviendra aisément qu'il y a de quoi être surpris par cette attitude nouvelle.

Mais cette surprise ne dure pas longtemps. La lecture même du compte rendu du C.C.N. dévoile rapidement le pot aux roses.

En effet, pratiquement toutes les interventions de la discussion du rapport confédéral sur la situation au lendemain des élections commencent par une petite phrase significative. Quelques extraits :

« Une certaine déception a marqué les travailleurs au lendemain du second tour... » (Foucard, U.D. du Val-de-Marne.)

« Après une certaine déception les 5 et 12 mars... » (Frischmann, P.T.T.)

« Dans les entreprises où la campagne a été faite, on ressent quelques déceptions... » (Mabille Employés.)

« Nous avons constaté une légère déception après le second tour... » (Rollin, U.D. des Yvelines.)

« Du point de vue politique, l'enthousiasme de 1936 a fait défaut... » (Pascré, Industries chimiques.)

Dans ces propos emberlificotés, la vérité montre le bout de l'oreille. La classe ouvrière n'a pas digéré le fait d'être menée une nouvelle fois à l'impasse électorale. Elle entend désormais passer à l'offensive, en passant outre, s'il le faut, aux consignes des bureaucrates syndicaux. Et les grandes et dures luttes qui se mènent actuellement au cœur des forteresses ouvrières — où la C.G.T. est traditionnellement plus implantée que dans les petites entreprises — en témoignent éloquemment.

Alors, en toute hâte, les porteurs de serviettes syndicales se doivent de recréer la façade pour redorer un peu un blason qui commence à être sérieusement déconsidéré. Puisqu'ils ne peuvent plus endiguer le flot de la colère ouvrière montante, il ne leur reste plus qu'une solution : faire semblant d'emboîter le pas, tenter de prendre la tête du mouvement pour le dévoyer sur de nouvelles voies de garages.

Séguy a bien entonné les trompettes de la victoire pour vanter « les succès remportés par la gauche », il a du mal à convaincre. C'est ce qui explique ce changement de tactique.

De tactique seulement ?

Qu'on en juge !
« Aussi n'est-il pas sans importance que la C.G.T. déclare clairement que son engagement dans le combat unitaire pour faire triom-

pher le programme commun n'a pas cessé avec la clôture du deuxième tour du scrutin, le 11 mars au soir. Nous entendons poursuivre résolument ce combat... »

« Tout ce que nous avons dit et écrit, au cours des deux dernières années, à propos de la tactique des luttes, et spécialement en matière de syndicalisme responsable et efficace... conserve toute sa valeur et continue à guider le comportement des militants de la C.G.T. dans l'action. » (Rapport Séguy.)

Ladite tactique, c'est au lendemain de la grève des conducteurs de métro qu'elle avait été élaborée, pour dénoncer les travailleurs en lutte.

C'est la même qui vient d'être appliquée à la grève des aiguilleurs du ciel pendant laquelle les dirigeants C.G.T. ont joué ouvertement les briseurs de grève. C'est celle qui les a conduits à chanter précipitamment victoire à la place des O.S. de Renault... dont ils ont reçu un cinglant démenti !

L'objectif recherché par ces messieurs n'a pas changé. L'appel à l'action se prolonge ainsi :

« De telles initiatives peuvent imposer d'intéressantes concessions... se multiplier et créer une mobilisation revendicative propice à la négociation... »

« ... Pouvant se conjuguer à l'échelle nationale en un vaste mouvement d'ensemble sous responsabilité confédérale... »

« ... Si ces grands problèmes sociaux relèvent de négociations à l'échelle nationale interprofessionnelle, ils ne sauraient être absents des cahiers revendicatifs qu'il est nécessaire de mettre à jour et de déposer à toutes les instances patronales, administratives et ministérielles où se négocient habituellement



des revendications des travailleurs des secteurs privé, nationalisé et public... » (Séguy, *ibid.*)

Quant aux attaques fascistes des milices patronales contre les grévistes et les militants syndicalistes : « C'est une question qu'il serait utile d'inclure dans la discussion à venir avec le C.N.P.F. et le gouvernement... » ! (Séguy, *ibid.*)

Une fois de plus, les travailleurs sont donc considérés comme une simple masse de manœuvre dont la mobilisation se calcule uniquement en fonction des intérêts propres à MM. les Révisionnistes.

Mais ces derniers risquent fort d'être pris à leur propre piège. Contraints d'appeler à l'action sous la pression des travailleurs, ils n'en seront que mieux démasqués lorsqu'ils devront, une fois de plus, briser leurs grèves et s'opposer à leurs luttes, révélant leur véritable nature d'ennemis irréductibles de la classe ouvrière.

QUELQUES ASPECTS DE LA LUTTE DE LA JEUNESSE

Par tous les moyens la bourgeoisie tente de briser le formidable mouvement de lutte de la jeunesse des lycées, des C.E.T. et des facultés.

Messmer et Fontanet ont annoncé une réforme de l'enseignement secondaire qui aurait principalement pour objectif de supprimer la liberté d'expression politique dans les lycées.

En certains endroits les recteurs ont annoncé que les lycéens qui feraient grève auraient leurs bourses supprimées et que les allocations familiales ne seraient plus versées à leurs familles. Ils veulent ainsi frapper les familles les plus défavorisées.

Ce sont là autant de provocations qui aboutiront à l'échec et ne feront que

renforcer une lutte dont on peut d'ores et déjà dégager un certain nombre de caractéristiques.

UNE LUTTE D'AMPLEUR INEGALEE

La première de ces caractéristiques réside dans le nombre de participants à cette lutte.

Ce sont des centaines de milliers de jeunes qui y prennent part. Les diverses manifestations qui ont eu lieu ont regroupé un nombre inégalé de participants. Dans les plus petites villes de province les lycéens se sont mis en grève. Dans des villes où en 1968 on ne comptait que quelques centaines de manifestants on en a vu des milliers.

Cela témoigne de l'opposition de plus en plus massive de la jeunesse au régime capitaliste. C'est là une donnée historique de première importance. La jeunesse dans sa masse, ne veut plus du capitalisme.

LE REFUS DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

Une deuxième caractéristique de ce mouvement est qu'il remet en cause les valeurs bourgeoises. La jeunesse n'accepte plus les idées pourries de la bourgeoisie. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne l'armée. L'armée est dénoncée comme un instrument de la dictature de la bourgeoisie.

L'ORGANISATION DEMOCRATIQUE DES MASSES

Un des traits les plus marquants de ce mouvement est la forme d'organisation qu'il s'est donné. Il s'agit bel et bien d'une forme prolétarienne d'organisation rappelant par plus d'un point le système de la Commune de Paris.

Il témoigne du refus de la démocratie truquée de la bourgeoisie et de la volonté de prendre soi-même en mains ses propres affaires. Le grand principe en est que ce sont les masses en lutte qui sont souveraines, que c'est à elle de décider, que leurs représentants sont responsables devant elles. C'est là un aspect de la lutte des lycéens extrêmement important pour l'avenir et qui mérite d'être largement popularisé.

La masse des lycéens ne veut pas des « magouilles », comme ils disent, c'est-à-dire de ces manœuvres pour s'assurer des postes dirigeants, pour faire passer « en douce » des points de vue incorrectes. Les révisionnistes, et, dans plus d'un cas, les trotskystes, en ont été pour leurs frais. C'est d'ailleurs là un des traits saillants de la lutte des lycéens : ils ont rejeté

comme un corps étranger les groupuscules révisionnistes U.N.C.A.L. et U.N.E.F. Ceux-ci se sont démasqués devant la masse des lycéens comme ayant des positions antipopulaires. Les révisionnistes sont discrédités aux yeux de la masse de la jeunesse scolaire. C'est là un élément de portée historique.

LE REFUS DE LA LEGALITE BOURGEOISE

La légalité bourgeoise n'est plus « sacrée » ! C'est la loi de l'ennemi. Pour le combattre il ne faut pas craindre de la violer.

Une manifestation est déclarée interdite par la préfecture de police, cela n'empêche pas des dizaines de milliers de jeunes d'y participer. Et pour cela ils assurent la protection de leur manifestation face à la police en constituant leur propre service d'ordre.

LA VOLONTE D'UNITE AVEC LES TRAVAILLEURS

Dès les premières manifestations, le mot d'ordre « Travailleurs, lycéens, étudiants tous unis » est apparu : puis lorsque la grève des O.S. de Renault a éclaté les lycéens ont manifesté leur solidarité.

Ils ont montré leur volonté d'unité avec la jeunesse laborieuse en exigeant l'extension des sursis à tous les jeunes.

L'aspiration à l'unité avec les travailleurs est extrêmement profonde. Nombreux sont ceux qui comprennent que c'est la classe ouvrière qui est la force décisive, que son soutien est indispensable.

Ce sont là quelques-uns des aspects de la lutte de la jeunesse des lycées, des C.E.T. et des facultés une lutte riche de promesses et qui n'en est qu'à ses débuts.

Commandez,

lisez,

étudiez

**CE QUE PROPOSENT
LES MARXISTES-LÉNINISTES**

brochure éditée par l'Humanité Rouge

PRIX : 3,50 F

(ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi)

فلسطين ستنتصر

Nous publions ci-dessous un interview réalisé par notre journal auprès d'un militant de la Résistance palestinienne. Ses propos n'engagent que lui-même, et en aucun cas ni une organisation palestinienne, ni l'Organisation de libération de la Palestine. En tout état de cause, son point de vue est très proche de celui de la Résistance palestinienne dans son ensemble.

Quelles est la signification de l'agression terroriste des sionistes israéliens à Beyrouth ?

Ce n'est pas la première agression sioniste, ni la dernière ; si vous voulez des exemples, je peux en donner. Le raid israélien contre les écoles égyptiennes de Bahr el Baqar, contre les usines de Héliouan, les camps de



réfugiés palestiniens du sud et du nord du Liban ; en Syrie, contre les camps de réfugiés et, bien avant, Irbid, pour ne pas remonter à Deir Yassin.

Pouvez-vous révéler à nos lecteurs les faits qui confirment la participation de l'impérialisme américain à l'agression, notamment par l'intermédiaire de la C.I.A. ?

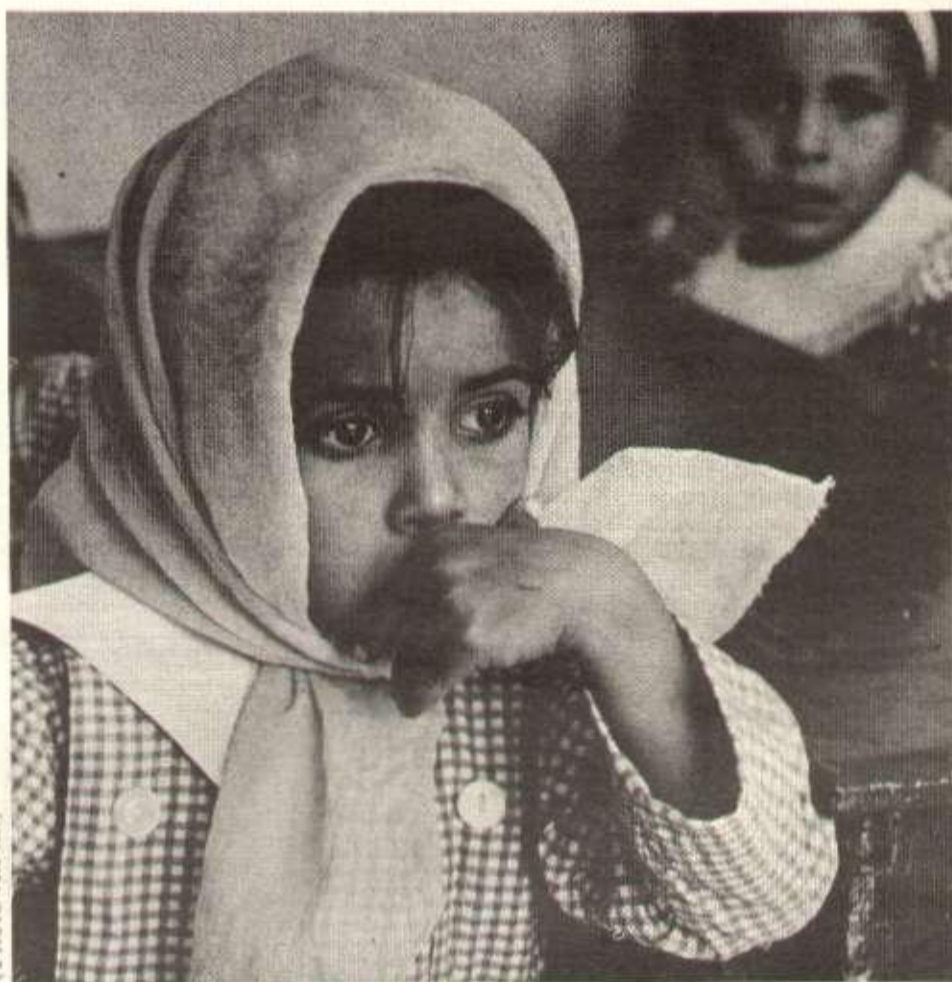
Militant palestinien, actuellement loin des champs d'opération, je n'ai pas de preuves concrètes à donner sur la participation de la C.I.A. dans la dernière agression sioniste à Beyrouth ; mais il me paraît évident que la collusion entre les services spéciaux américains et israéliens n'a pas à être démontrée car elle existe

C'est le long processus du terrorisme sioniste, qui a une nature barbare et qui a certainement pour but de couper tout lien entre la révolution et les masses palestiniennes. Ayant vécu au sein des masses palestiniennes, je peux vous affirmer que ces agressions aveugles n'ont fait que nous déterminer à croire encore plus en la révolution et même à nous identifier à elle. Les agressions, malgré les bilans souvent lourds qu'elles causent au sein de la population civile, n'arrivent pas à nous décourager. Au contraire, elles forgent notre détermination à soutenir et à appuyer la révolution jusqu'à la victoire.

Devant l'agression contre Beyrouth, nous ne cachons pas notre colère après la perte des trois camarades. Mais la révolution est loin d'être décapitée, car cette agression nous convainc qu'il n'y a qu'une seule issue vis-à-vis de l'ennemi sioniste : la continuation de la révolution.

et de longue date.

Le soutien américain à l'Etat sioniste n'est pas uniquement un soutien financier, diplomatique et politique, c'est-à-dire quelque chose d'officiel, de connu ; il est aussi militaire. Plus d'une fois, la révolution a montré la préparation d'agressions faites par des agents américains.



(Photo A.P.L.)

Tout le monde connaît aussi le rôle que jouent les spécialistes américains des « questions arabes » dans les séries de coups d'Etat, de répressions anti-populaires et de soutien aux réactionnaires de la région. Les responsables de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ont

apporté des preuves et Yasser Arafat lui-même a donné des noms et signalé des faits.

Pour moi, les démentis du département d'Etat américain ne signifient rien d'autre qu'une confirmation des faits.

Le terrorisme sioniste s'exerce également dans les territoires occupés. Ce fait est mal connu dans notre pays. Pouvez-vous nous en donner des exemples ?

Le terrorisme en territoires occupés se caractérise par trois points principaux :

— L'occupation des territoires au nom de la sécurité d'Etat est déjà une agression en soi ;

— L'expulsion de milliers de Palestiniens de chez eux est encore une agression violente ;

— La négation de la personnalité palestinienne également.

Nous pouvons aborder les faits concrets. Toute personne soupçonnée d'opposition à l'occupation sioniste est arrêtée. On dynamite son logement. Ceci vise à faire peur à la population civile pour tenter d'étouffer toute velléité d'opposition.

Il y a aussi les expropriations de paysans palestiniens qui prennent deux formes. Soit l'expropriation pure et simple pour « des raisons de sécurité ». Soit, de manière indirecte, par la pression fiscale ; on alourdit les impôts et l'on oblige ainsi le paysan palestinien à se détacher de sa terre qui ne lui rapporte que ce que l'occupant lui prend. Et cela, afin de permettre à des colons juifs de s'installer sur les terres palestiniennes alors que les Palestiniens, eux, sont utilisés comme main-d'œuvre à bon marché dans les usines.

Interdiction aux Arabes palestiniens de s'organiser aussi bien dans des partis et syndicats que dans des clubs

sportifs, culturels ou sociaux. Les Arabes — y compris ceux des territoires occupés en 1948 — relèvent de l'autorité militaire alors que les citoyens d'origine juive relèvent de l'autorité civile.

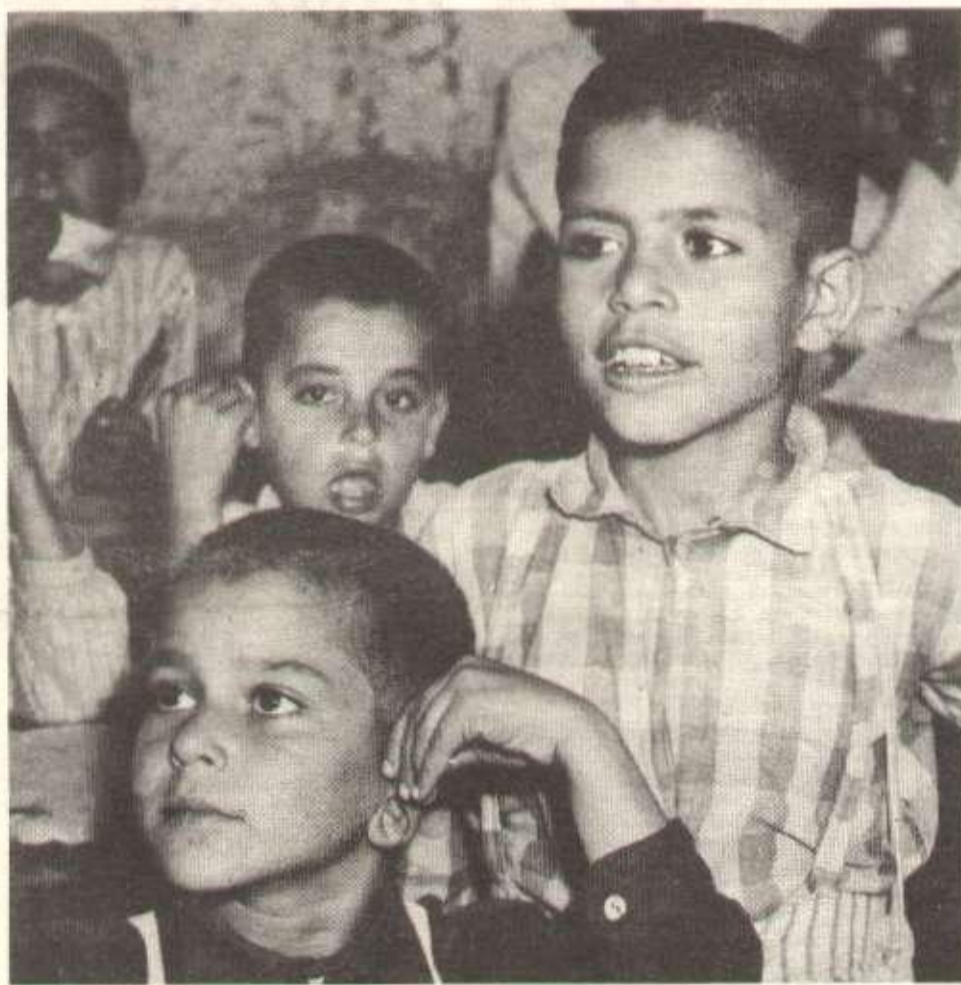
Malgré toutes ces formes répressives de l'Etat sioniste, les territoires occupés sont le théâtre de luttes qui, elles, sont farouchement réprimées : les rafles systématiques à chaque fois qu'il y a une explosion, les dyna-



mitages des maisons arabes dans la zone à proximité des explosions, l'arrestation des « suspects » — tout ce qui est arabe —, etc.

Et malgré toutes ces choses que vivent les Palestiniens en territoires occupés, la presse est muette et les gens ne savent rien de tout cela.

(Suite page 3)



(Photo A.P.L.)

PALESTINE VAINCRA !